

EVIDENCE

OTTAWA, Thursday, April 23, 2026

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met with videoconference this day at 8 a.m. [ET] to examine and report on the role of the agriculture and agri-food sector with regard to food security in Canada.

Senator John McNair (*Deputy Chair*) in the chair.

[*English*]

The Deputy Chair: Honourable senators, I call together this meeting of the Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry. My name is John McNair, and I am the deputy chair of this committee. Welcome to the members of the committee and our witnesses, as well as those watching us online. I want to start by acknowledging the land on which we gather today is on the unceded traditional territory of the Algonquin Anishinaabe Nation.

Before we hear from our witnesses today, I would like to start by asking the senators around the table to introduce themselves.

Senator McBean: Marnie McBean, Ontario.

Senator Sorensen: Karen Sorensen, Alberta, Treaty 7 territory.

Senator Black: Robert Black, Ontario.

Senator Muggli: Tracy Muggli, Saskatchewan, Treaty 6 territory.

The Deputy Chair: Thank you. That was probably for more Mr. Wade than our colleague. Nice to see you here on that side of the table.

I would like to ask all senators to consult the cards on the table for guidelines to prevent audio feedback incidents. I would also like to remind all those participating to refrain from switching languages mid-sentence and to not speak too quickly. Clear audio supports accurate interpretation, transcription and captioning.

Today, the committee is continuing its study on the role of the agriculture and agri-food sector with regard to food security in Canada.

We have the pleasure of welcoming the Honourable Senator Dawn Anderson; and joining us online, we welcome Brian Wade, Director, Inuvialuit Community Economic Development Organization. Thank you both for joining us.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le jeudi 23 avril 2026

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui à 8 heures (HE), avec vidéoconférence, pour examiner, afin d'en faire rapport, le rôle du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire dans la sécurité alimentaire au Canada.

Le sénateur John McNair (*vice-président*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

Le vice-président : Honorables sénateurs et sénatrices, la séance est ouverte. Je m'appelle John McNair, et je suis le vice-président de ce comité. Bienvenue aux membres du comité, à nos témoins, ainsi qu'à toutes les personnes qui regardent cette réunion en ligne. Je tiens tout d'abord à souligner que les terres sur lesquelles nous sommes réunis se trouvent sur le territoire traditionnel non cédé de la nation algonquine anishinabe.

Avant d'entendre nos témoins d'aujourd'hui, j'aimerais demander aux sénateurs présents autour de cette table de se présenter.

La sénatrice McBean : Marnie McBean, de l'Ontario.

La sénatrice Sorensen : Karen Sorensen, du territoire du Traité n° 7, en Alberta.

Le sénateur Black : Robert Black, de l'Ontario.

La sénatrice Muggli : Tracy Muggli, du territoire du Traité n° 6, en Saskatchewan.

Le vice-président : Merci. Ces présentations s'adressaient sans doute davantage à M. Wade qu'à notre collègue. Je suis ravi de vous voir de ce côté de la table.

J'invite tous les sénateurs et sénatrices à consulter les fiches placées devant eux pour prendre connaissance des consignes visant à prévenir les incidents liés à l'effet Larsen. Je rappelle également à tous les participants de ne pas changer de langue au milieu d'une phrase et de ne pas parler trop vite. La clarté du son facilite l'interprétation, la transcription et le sous-titrage.

Aujourd'hui, le comité poursuit son étude du rôle du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire dans la sécurité alimentaire au Canada.

Nous avons le plaisir d'accueillir l'honorable sénatrice Dawn Anderson et nous souhaitons également la bienvenue à Brian Wade, directeur de l'Inuvialuit Community Economic Development Organization, qui se joint à nous en ligne. Merci à tous les deux de votre présence.

We'll begin with your opening remarks before we move to questions from members. You will each have five minutes. I will signal that your time is running out by trying to get your attention, and I will do that when you have about one minute left.

Senator Anderson, the floor is yours.

The Honourable Margaret Dawn Anderson: Thank you, chair and honourable senators. I speak to you as a member of a northern community, an Inuk and a senator for the Northwest Territories. This is a privilege, but it is grounded in the lived realities of my community and territory, where food insecurity is a part of everyday life.

For Inuit, hunger was historically feared when animals were scarce. Inuit have always understood hunger. It was a part of life on the land shaped by seasons, weather and migration. But today hunger is different. It is no longer about just what the land provides. It is about what systems fail to provide. It is not about survival in nature. It is about inequity within a modern system.

In the Northwest Territories, food insecurity is not occasional. It is structural. According to Statistics Canada, 34.2% of residents live in food-insecure households. In Nunavut, the number exceeds 57%. These are the highest numbers in Canada. Behind these numbers are daily realities. Families make decisions every day about whether to pay for food, power, fuel or rent. Food insecurity in the North is not simply about whether food is available. It is shaped by cost, access, quality, geography and the ongoing impacts of colonial disruption. In many communities, groceries cost two to three times more than in Southern Canada, driven by transportation, freight and limited competition.

Food quality and shelf life are central to food security in the North. Food often arrives after long transportation routes and expiry, and best before dates are central factors. Federal guidance from the Canadian Food Inspection Agency, or CFIA, distinguishes between expiry dates and best before dates. Identifying best before dates as indicators of quality rather than safety. As outlined by the CFIA, the best before date is a date before which the food will retain its normal quality, flavour and nutritional value when properly stored. Food may still be sold after this date provided it is not unsafe.

Nous commencerons par vos observations liminaires, puis nous passerons aux questions des sénateurs et sénatrices. Vous disposerez chacun de cinq minutes. Je vous signalerai que votre temps est presque écoulé lorsqu'il vous restera environ une minute.

Sénatrice Anderson, vous avez la parole. Je vous en prie.

L'honorable sénatrice Margaret Dawn Anderson : Merci, monsieur le président et honorables sénateurs et sénatrices. Je m'adresse à vous en tant qu'Inuk et que sénatrice des Territoires du Nord-Ouest appartenant à une communauté du Nord. C'est un privilège pour moi d'être avec vous, mais ce privilège vient avec les réalités que vivent ma communauté et mon territoire, l'insécurité alimentaire faisant partie de notre quotidien.

Autrefois, les Inuits redoutaient la faim lorsque les animaux se faisaient rares, et la faim a toujours fait partie de leur vie, sur un territoire façonné par les saisons, le climat et les migrations. Toutefois, la faim prend une forme différente aujourd'hui. Elle ne dépend plus uniquement de ce que la terre fournit, mais aussi de ce que les systèmes ne parviennent pas à fournir. Il ne s'agit plus de survie dans la nature, mais d'injustice dans un système moderne.

Dans les Territoires du Nord-Ouest, l'insécurité alimentaire n'est pas occasionnelle. Elle est structurelle. Selon Statistique Canada, 34,2 % des habitants vivent dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire. Au Nunavut, ce chiffre dépasse 57 %. Ce sont les taux les plus élevés au Canada. Derrière ces chiffres se cachent des réalités quotidiennes. Chaque jour, les familles doivent choisir entre payer la nourriture, l'électricité, le carburant ou le loyer. L'insécurité alimentaire dans le Nord ne se limite pas à la disponibilité des aliments. Elle est déterminée par le coût, l'accès, la qualité, la géographie et les impacts persistants des perturbations coloniales. Dans de nombreuses communautés, les produits coûtent deux à trois fois plus cher que dans le Sud du Canada, en raison des frais de transport et de fret et d'une concurrence limitée.

La qualité et la durée de conservation des aliments sont au centre de la sécurité alimentaire dans le Nord. Les aliments nous arrivent souvent après de longs trajets, et la date limite d'utilisation, ainsi que la date « meilleur avant », sont des facteurs clés. Les directives fédérales de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, ou ACIA, font une distinction entre la date limite d'utilisation et la date « meilleur avant », cette dernière étant un indicateur de qualité plutôt que de salubrité. Comme l'indique l'ACIA, la date « meilleur avant » est la date avant laquelle l'aliment conserve sa qualité, sa saveur et sa valeur nutritionnelle normales lorsqu'il est bien entreposé. Un aliment peut encore être vendu après cette date si cela ne présente pas de danger pour la santé.

When food quality is left primarily to retailers with limited oversight, standards become discretionary rather than consistent. In Northern communities with little competition, one actor effectively decides what is sold, how long it stays on the shelves and what quality is acceptable. This creates an accountability gap where there are no clear limits, no consistent enforcement and little recourse when quality declines. Over time, this leads to unequal outcomes where lower standards become normalized. This appears to be the case in the N.W.T. and many small, isolated Indigenous communities. Within the last year, I have personally seen and purchased food that was close to two years past its best before date.

Some of these products are subsidized under the Nutrition North Canada subsidy. This raises serious concerns. Public funds support access to food without any consistent standards for quality or remaining shelf life. Retailers have framed this as a balance between affordability and freight costs. In practice, this has contributed to a shift toward private label or no-name products, which are, according to the retailer, on average 15% less cost than brand-name products. While some no-name staple products may be comparable, differences also emerge in processed foods where cost reductions can mean higher sodium, higher sugar, lower nutritional density and greater reliance on preservatives. Over time, in a system that relies heavily on shelf stable food, these differences matter. The issue is not whether the food is legally safe. It is whether Northern families are receiving consistent quality, reasonable shelf life and the same nutritional standard expected elsewhere in Canada. Legal sale does not mean equal quality. In the North, that distinction has real consequences.

Food systems in the North are not shaped by policy but by who is responsible for enforcing it and who is making decisions on the ground. This creates a systemic gap where rules exist but responsibility for enforcing quality and accountability is fragmented. When responsibility is shared across federal, territorial and retail levels but standard levels are unclear and oversight is limited, accountability becomes fragmented. The federal government sets broad rules but does not consistently enforce quality. The territorial government monitors impact but does not control supply. Retailers make day-to-day decisions but operate without clear limits, so when something goes wrong or there's inferior quality, expired food or limited choices, there is no single point of responsibility.

Lorsque ce sont les détaillants qui sont principalement responsables de la qualité des aliments, avec un contrôle limité, les normes deviennent discrétionnaires plutôt qu'uniformes. Dans les communautés du Nord, où la concurrence est faible, il revient à un acteur de décider de ce qui est effectivement vendu, ainsi que de déterminer combien de temps les produits restent sur les tablettes et quel niveau de qualité est acceptable. Cela crée des lacunes au chapitre de la responsabilité, du fait de l'absence de limites claires, d'application cohérente et de recours quand la qualité baisse. Avec le temps, cela mène à des résultats inégaux où les critères moins élevés deviennent la norme. C'est ce qui semble se produire dans les Territoires du Nord-Ouest et dans de nombreuses petites communautés autochtones isolées. Au cours de la dernière année, j'ai personnellement vu et acheté des aliments dont la date « meilleur avant » était dépassée de près de deux ans.

Certains de ces produits bénéficient d'une subvention de Nutrition Nord Canada. Cela soulève de sérieuses inquiétudes. Les fonds publics soutiennent l'accès à la nourriture sans normes cohérentes quant à la qualité ou à la durée de conservation restante. Les détaillants présentent cela comme un équilibre entre l'abordabilité et les coûts du fret. En pratique, cela a contribué à une augmentation du nombre de produits de marque privée ou sans marque, qui sont, selon le détaillant, en moyenne 15 % moins chers que les produits de marque reconnue. Si certains produits de base sans marque peuvent être comparables, des différences apparaissent notamment dans les aliments transformés, une réduction de coût pouvant signifier une teneur plus élevée en sel et sucre, une moins grande valeur nutritionnelle et une utilisation plus importante d'agents de conservation. Dans un système qui dépend beaucoup des aliments à longue conservation, ces différences comptent. La question n'est pas la salubrité légale des aliments, mais si les familles du Nord ont accès à des aliments dont la qualité est constante, qui ont une durée de conservation raisonnable et qui respectent les mêmes normes nutritionnelles que celles attendues ailleurs au Canada. La vente légale n'est pas synonyme de qualité équivalente. Dans le Nord, cette distinction a de réelles conséquences.

Les systèmes alimentaires dans le Nord ne sont pas façonnés par la politique, mais par ceux qui sont responsables de son application et par ceux qui prennent les décisions sur le terrain. Cela crée une lacune structurelle, où il existe des règles, mais où la responsabilité pour garantir la qualité et la reddition de comptes est fragmentée. La responsabilité devient morcelée quand elle est partagée entre les paliers fédéral, territorial et commercial, et que les normes sont floues et la surveillance limitée. Le gouvernement fédéral établit les règles générales en matière de qualité, mais il n'assure pas leur application systématique. Le gouvernement territorial surveille les effets, mais ne contrôle pas l'approvisionnement. Les détaillants prennent les décisions au quotidien, mais ne sont pas assujettis à

At the same time, country food remains essential. Hunting, fishing and harvesting provide nutrition, cultural continuity and resilience, but these systems face growing barriers, climate change, unstable ice and rising costs for food and equipment. Importantly, while imported foods can sit on shelves long past their best before dates, local, nutrient-rich food faces barriers to being inspected, shared and sold.

In the North the issue is no longer just access to food. It is access to food of equal quality, food dignity and the ability to sustain our own food systems. None are being met. Maslow's work makes something clear: When food is not secure, nothing else can be. It is the most basic foundation of health, stability and dignity. In the North, this is not theoretical. It is lived.

[*Indigenous language spoken*] Thank you. I look forward to any questions you may have.

The Deputy Chair: Thank you, Senator Anderson. The floor is now yours, Mr. Wade, for your presentation.

Brian Wade, Director, Inuvialuit Community Economic Development Organization: Good morning, everybody. My name is Brian Wade. I'm joining you today from Inuvik, Northwest Territories. My professional title is the Director of the Inuvialuit Community Economic Development Organization, also known as ICEDO, under the Inuvialuit Regional Corporation, or IRC.

I am a husband, a father, a harvester and an Inuvialuk. Inuvialuit are the Inuit of the Western Arctic. We are represented in six communities in the Inuvialuit Settlement Region.

We have a modern treaty, the Inuvialuit Final Agreement, which was signed in 1984.

In 2021, the pandemic highlighted the dependency that Inuvialuit have on the southern food system. Emerging out of the pandemic, Inuit Nunangat experiences increased cost of market food and equipment to access our traditional foods. Leadership at the time envisioned and prioritized a food sovereign region that was self-determined.

des limites nettes. Ainsi, quand il y a un problème, des produits de qualité inférieure ou périmés ou un choix restreint, il n'y a pas de responsable unique vers qui se tourner.

Parallèlement, la nourriture traditionnelle demeure essentielle. La chasse, la pêche et la cueillette sont au service de la nutrition, de la continuité culturelle et de la résilience, mais ces systèmes font face à des obstacles croissants : changements climatiques, instabilité des glaces et hausse des coûts des aliments et des équipements. Il est important de noter que, tandis que les aliments importés peuvent rester sur les tablettes bien après leur date « meilleur avant », les aliments locaux, riches en nutriments, font face à des obstacles en ce qui a trait à leur inspection, à leur partage et à leur vente.

Dans le Nord, le problème n'est plus seulement l'accès à la nourriture, mais aussi l'accès à des aliments de qualité équivalente, la dignité alimentaire et la capacité à maintenir nos propres systèmes alimentaires. Aucun de ces objectifs n'est atteint. Les travaux de Maslow montrent clairement ceci : quand la sécurité alimentaire n'est pas assurée, rien d'autre ne peut l'être. Il s'agit du fondement essentiel de la santé, de la stabilité et de la dignité. Dans le Nord, ce n'est pas une question théorique, mais un problème très concret.

[*mots prononcés dans une langue autochtone*] Merci. Je suis prête à répondre à vos questions.

Le vice-président : Merci, sénatrice Anderson. Monsieur Wade, la parole est à vous. Je vous en prie.

Brian Wade, directeur, Inuvialuit Community Economic Development Organization : Bonjour à tous. Je m'appelle Brian Wade. Je m'adresse à vous aujourd'hui depuis Inuvik, dans les Territoires du Nord-Ouest. Je suis directeur de l'Inuvialuit Community Economic Development Organization, ou ICEDO, qui fait partie de la Société régionale inuvialuite, ou SRI.

Je suis un Inuvialuk, marié, père et chasseur. Les Inuvialuit sont les Inuits de l'Arctique occidental. Nous sommes présents dans six communautés de la région désignée des Inuvialuit.

Nous avons un traité moderne, la Convention définitive des Inuvialuit, qui a été signée en 1984.

En 2021, la pandémie a mis en lumière la dépendance des Inuvialuit à l'égard du système alimentaire du Sud. Au sortir de la pandémie, l'Inuit Nunangat a fait face à une hausse des coûts des aliments vendus sur le marché et de l'équipement nécessaire pour nous procurer nos aliments traditionnels. Les dirigeants de l'époque préconisaient en priorité une région autochtone souveraine en matière alimentaire et autodéterminée.

I joined the Inuvialuit Regional Corporation, or IRC, team in 2021. I was given two priorities — to establish a country food processing plant and to build a team and a program that will allow our Inuvialuit reindeer herd to thrive.

As I present to the Senate committee today, my goal is to introduce you to Inuit agriculture.

The Deputy Chair: My apologies, Mr. Wade, but we have lost audio again. We will hear from you on the next panel.

We will now proceed to questions from senators. Senators, you will have five minutes for your questions, which includes the answer.

Senator Black: Senator Anderson, the Government of Canada announced at the end of March that they are investing \$1.75 million in community-led food projects in the Northwest Territories. Can you expand on what you know about what they are planning to do?

Senator Anderson: I can't expand on where that \$1.75 million is going.

Senator Black: I have a second question, and it is a broad one: What is the answer? You've shared a lot of concerns. How can the Government of Canada further strengthen food security in the Northwest Territories? What are the answers? You've got pen to paper now.

Senator Anderson: Thank you for the question. I did write a list of recommendations based on my experience and what is happening right now. The first thing I would start with is strengthening Nutrition North Canada. Currently, they are under review. We have been in contact with Nutrition North Canada. To go back a little bit, when I purchased the food that was past its two-year date, I reached out to the retailer. After a lot of searching, I reached out to the Canadian Food Inspection Agency, or CFIA, and I reach out to the minister responsible for Nutrition North Canada.

We subsequently met with the retailer, who stated that the food had been removed from the shelf, only to learn in January that the food had never been removed from the shelf; it remained on the shelf in the community of Ulukhaktok. So there are different parts. Nutrition North Canada needs to be strengthened. As they subsidize some of the foods — specifically juice and cereal — that are in the medium range on the Nutrition North Canada list, they need to start looking at regulations around best-before dates and removing the food from the shelf because the quality and nutritional value of a food item decrease.

J'ai rejoint l'équipe de la Société régionale inuvialuite en 2021. J'ai été chargé de deux priorités : établir une usine de transformation des aliments traditionnels et constituer une équipe et un programme pour permettre à notre troupeau de rennes de s'agrandir.

Mon objectif en présentant mon exposé à ce comité sénatorial est de vous expliquer les bases de l'agriculture inuite.

Le vice-président : Je vous prie de m'excuser, monsieur Wade, mais nous avons de nouveau perdu le son. Nous vous entendrons dans le prochain groupe de témoins.

Nous allons maintenant passer aux questions des sénateurs et sénatrices. Mesdames et messieurs, vous aurez cinq minutes pour vos questions, réponse comprise.

Le sénateur Black : Sénatrice Anderson, le gouvernement du Canada a annoncé fin mars qu'il allait investir 1,75 million de dollars dans des projets alimentaires communautaires dans les Territoires du Nord-Ouest. Pouvez-vous nous en dire plus sur ce que vous savez à ce sujet?

La sénatrice Anderson : Je ne peux pas vous donner plus de précisions sur l'affectation de cette somme de 1,75 million de dollars.

Le sénateur Black : J'ai une deuxième question plus générale : quelle est la solution? Vous nous avez fait part de nombreuses préoccupations. Comment le gouvernement du Canada peut-il renforcer la sécurité alimentaire dans les Territoires du Nord-Ouest? Qu'avez-vous à répondre à cela? C'est à vous de jouer.

La sénatrice Anderson : Merci pour la question. J'ai effectivement rédigé une liste de recommandations basées sur mon expérience et la situation actuelle. Je dirais que la première mesure serait de renforcer Nutrition Nord Canada. Le programme fait actuellement l'objet d'un examen. Nous avons eu des contacts avec Nutrition Nord Canada. Pour revenir à ce que j'ai dit plus tôt, lorsque j'ai acheté des aliments dépassant de deux ans leur date « meilleur avant », j'ai communiqué avec le détaillant. Après de nombreuses démarches, j'ai contacté l'Agence canadienne d'inspection des aliments et la ministre responsable de Nutrition Nord Canada.

Nous avons ensuite rencontré le détaillant, qui affirmait que les produits avaient été retirés des tablettes, avant d'apprendre en janvier qu'ils ne l'avaient en réalité jamais été. Ils restaient disponibles à la vente dans la communauté d'Ulukhaktok. Plusieurs aspects sont en jeu. Il faut renforcer Nutrition Nord Canada. Puisque ce programme sert à subventionner certains aliments — notamment les jus et les céréales — qui sont dans la fourchette moyenne de la liste du programme, il est nécessaire de commencer à réglementer les dates « meilleur avant » et le retrait des produits des tablettes, car la qualité et la valeur nutritionnelle des aliments diminuent au fil du temps.

The federal government needs to establish shelf-life regulations. Currently, the CFIA says that if there is food past the best-before date, then it is necessary to contact the retailer. That just does not work. They need to expand inspection capacity. When I spoke to the CFIA, they indicated they had never been to the Northwest Territories. Their investigation that they conducted as a result of our contact with them was insufficient.

I have asked for a follow-up. They went to communities that have access by road and by plane in most places: larger centres, not small isolated communities.

There needs to be retailer accountability. The retailer needs to be held to account for what is sitting on those shelves. There needs to be a transparent complaint system. When I went to complain on the retailer's website, there was no mechanism to do it except item by item. That also needs to be addressed.

There needs to be support for country food systems. We had been working with Mr. Wade. We had spoken to the territorial government in regards to looking for a food inspector for northern foods so that northern foods could go on sale on the shelves — fresh and accessible. There is no funding currently for that type of position. So those are my key recommendations.

Senator Martin: Good morning. Thank you so much. You are such an important voice not just for your region but really for the North. I wish we could have heard the rest of the other testimony because there are questions there.

I think you have already outlined some of the key recommendations, but if I may first just ask, obviously, Nutrition North is there. It's meant to do its job, but you're saying the whole thing needs to be strengthened. If we were to tackle Nutrition North as an entity, what are some of the key gaps or weaknesses that you have identified? I know you have already listed your recommendations, but if I ask, "What's the problem with Nutrition North," what are some key concerns that you have?

Senator Anderson: With Nutrition North, my understanding is it was developed in 2011, if I am correct, to address food insecurity in the Arctic. Sometimes when policies are made in the South and implemented in the North, they don't work. There is not enough contact with the communities that are impacted by decisions that are being made in Nutrition North.

Le gouvernement fédéral doit instaurer des règles relatives à la durée de conservation. Actuellement, selon l'ACIA, si un aliment dépasse sa date « meilleur avant », il faut contacter le détaillant. Cela ne fonctionne pas. Il faut augmenter la capacité d'inspection. Quand j'ai communiqué avec l'ACIA, on m'a indiqué que personne chez eux ne s'était rendu dans les Territoires du Nord-Ouest. Leur enquête, menée suite à notre contact, a été insuffisante.

J'ai demandé un suivi. Quelqu'un s'est rendu dans des communautés accessibles par route et par avion dans la plupart des cas. Il s'agissait de grands centres, pas des petites communautés isolées.

Il faut une reddition de comptes de la part des détaillants. Le détaillant doit être tenu responsable de ce qui se trouve sur ses tablettes. Il faut un système transparent de plaintes. Quand j'ai voulu déposer une plainte sur le site du détaillant, le seul mécanisme disponible était produit par produit. Il faut régler ce problème également.

Il faut soutenir les systèmes alimentaires autochtones. Nous avons collaboré avec M. Wade. Nous avons parlé au gouvernement territorial de la nécessité d'un inspecteur des aliments spécialisé dans les produits du Nord, afin que ceux-ci puissent être vendus frais et soient accessibles sur les tablettes. Il n'y a actuellement aucun financement prévu pour un poste de ce genre. Ce sont là mes principales recommandations.

La sénatrice Martin : Bonjour. Merci beaucoup. Votre voix a une importance capitale, non seulement pour votre région, mais pour tout le Nord. J'aurais souhaité que nous ayons pu entendre la suite de l'autre témoignage, car il y a des questions qui se posent de ce côté-là aussi.

Je crois que vous avez déjà souligné certaines des principales recommandations, mais j'aimerais vous poser des questions au sujet du programme Nutrition Nord Canada, qui est déjà en place. Ce programme est censé faire son travail, mais vous dites qu'il doit être renforcé globalement. Pour ce qui est de Nutrition Nord Canada comme entité, quelles sont quelques-unes des lacunes ou faiblesses principales que vous avez identifiées? Je sais que vous avez déjà dressé une liste de vos recommandations, mais si je vous demande quel est le problème avec Nutrition Nord Canada, quelles sont les principales préoccupations que vous avez?

La sénatrice Anderson : Selon ce que je sais, Nutrition Nord Canada a été établi en 2011 pour, sauf erreur, répondre à l'insécurité alimentaire dans l'Arctique. Il arrive parfois que des politiques élaborées dans le Sud et mises en œuvre dans le Nord ne fonctionnent pas. Il n'y a pas assez de contacts avec les communautés qui sont touchées par les décisions prises dans le cadre de Nutrition Nord Canada.

Nutrition North also definitely needs to have some rules and regulations around best-before dates and no-name food items. What is happening in the North, because the food is not traditionally our food, we have higher rates of obesity and diabetes. With the introduction of a retailer moving toward no-name items instead of brand names, you are now creating a risk for those numbers to increase health-wise.

Nutrition North needs to keep an eye on what foods are going in, how long they are going in for, what they are doing with foods that are past their best-before dates and how long they are selling those best-before dates. Also, I was informed that one of the retailers does not bring in diet pop. When we are dealing with diabetes and they don't bring in diet pop because the shelf life for diet pop is six months, we are left with regular pop, which has a shelf life of a year.

So the retailer is making decisions I don't think communities understand and that I don't think Nutrition North is aware of, nor do I think the Canadian Food Inspection Agency is as engaged as it should be with the territory it purports to represent.

Senator Martin: There is a lot more to this that we could be exploring. I have another question that I think does impact the North. It is about the cost and availability of power, which can affect the cost of everything from food storage to local production.

How does energy access shape food security in the Northwest Territories?

Senator Anderson: As we all know, our infrastructure is old. We rely a lot on diesel and heavy fuels. When you are faced with, I guess, having to pay for your power, which is a necessity, or pay your rent or buy food, then you have to make some really tough decisions.

In the North, we also experience a lot of power outages that sometime go longer in duration than they should. That actually affects people's appliances, and then there is no accountability for coverage of those appliances. I have had two stoves burn out from power outages. I had to replace both stoves because replacing the electrical outlet was almost half the cost of a new stove. It affects fridges too. It is not an uncommon occurrence, sadly, and there is no accountability for the replacement of those key items in a home.

Senator Martin: Maybe as just one example, it seems like the solutions are actually within the community. You have better solutions than what is potentially on the table.

Il faut aussi que ce programme ait absolument des règles et règlements concernant les dates « meilleur avant » et les produits sans nom. Ce qui se passe dans le Nord, c'est que comme les aliments que nous consommons ne font pas partie de notre alimentation traditionnelle, nous avons des taux plus élevés d'obésité et de diabète. L'arrivée d'un détaillant qui privilégie les produits sans nom au lieu des produits de marque fait en sorte que ces chiffres risquent d'augmenter.

Nutrition Nord Canada doit garder un œil sur les aliments qui arrivent, la durée pendant laquelle ils sont conservés, ce que l'on fait avec les aliments dont la date « meilleur avant » est dépassée et combien de temps après cette date ces produits sont vendus. On m'a aussi informé qu'un des détaillants ne propose pas de boissons gazeuses diètes. Il y a un problème de diabète, mais les détaillants ne proposent pas de boissons gazeuses diètes, parce que leur durée de conservation est de six mois, et on se retrouve avec des boissons gazeuses régulières dont la durée de conservation est d'un an.

C'est donc dire que le détaillant prend des décisions que les communautés ne comprennent pas, selon moi, et je ne crois pas que Nutrition Nord Canada est au courant de cela. Je crois que l'Agence canadienne d'inspection des aliments n'est pas aussi engagée qu'elle devrait l'être auprès du territoire qu'elle prétend représenter.

La sénatrice Martin : Il y a beaucoup plus à explorer ici. J'ai une autre question au sujet d'un problème qui, je crois, affecte le Nord. Il s'agit du coût et de la disponibilité de l'énergie, qui peuvent avoir un effet sur les coûts à tous les niveaux, du stockage des aliments à la production locale.

Quel est l'effet de l'accès à l'énergie sur la sécurité alimentaire dans les Territoires du Nord-Ouest?

La sénatrice Anderson : Comme nous le savons tous, nos infrastructures sont vieilles. Nous dépendons beaucoup du diésel et des carburants lourds. Quand on est obligé, je suppose, de choisir entre payer son électricité, qui est une nécessité, ou payer son loyer ou acheter de la nourriture, on doit prendre des décisions vraiment difficiles.

Dans le Nord, il y a également beaucoup de pannes de courant qui durent parfois trop longtemps. Cela endommage les appareils électroménagers des gens, et il n'y a aucune responsabilité en ce qui a trait à leur remplacement. J'ai eu deux cuisinières qui ont été endommagées à cause de pannes de courant. J'ai dû les remplacer les deux parce que le remplacement de la prise électrique coûtait presque la moitié du prix d'une nouvelle cuisinière. Ces pannes endommagent aussi les réfrigérateurs. Ce n'est malheureusement pas rare, et il n'y a aucune responsabilité pour le remplacement de ces articles essentiels dans un foyer.

La sénatrice Martin : Il semble bien que les solutions résident réellement dans la communauté. Vous avez de meilleures solutions que ce qui est potentiellement proposé.

Is there a leading solution from the community that you have seen that Nutrition North or the government should look at maybe expanding or implementing?

Senator Anderson: To me, the most important thing is that those entities are in the community, and they are not. There is a disconnect between the entities making decisions and enforcing those decisions on communities where they are not seeing the complete impact.

Senator Martin: Thank you.

Senator Sorensen: I want to echo Senator Martin's comments about the importance of the voice. We had Senator Duncan here last week. As you have often said when I've been in a room with you, we just don't get it. It's not our lives. Don't ever underestimate the importance of you continuing to remind us that life in the North is different than anywhere else in Canada, and I appreciate it.

You said that Arctic security must encompass human security; specifically, access to housing, clean water and reliable food. Given that climate change is rapidly shrinking the window for ice roads and sealess supply to the Northwest Territories, what specific investments in local food sovereignty are needed? My notes say year-round greenhouses or community-led harvesting. I think Mr. Wade was about to talk about his — I wrote down food processing plants and reindeer herds. Again, for people who grew up where I grew up, reindeer herds need further explanation.

Do you have one infrastructure investment that would make a difference? Or more than one? What infrastructure would be helpful?

Senator Anderson: To speak a bit about the reindeer herd, the reindeer herd came about because the Chief of my region did not sign the treaty. He said we needed food, not a treaty. Out of that came a reindeer herd that was herded for, I believe, five years, that came from the U.S. across mountains into the Mackenzie Delta. That reindeer herd was run by reindeer herders, and at some point, my uncle William Nasogaluak purchased the reindeer herd and successfully ran the herd for a long time. He did very well running the herd, culling the herd and selling the resources, the antlers, for aphrodisiacs internationally, dealing with that. That reindeer herd was then returned back to the Inuvialuit and is currently being run by them. It is still a source of food for the Inuvialuit. It is harvested, and that harvest is shared amongst the six Inuvialuit communities.

Est-ce qu'il y a une solution émanant de la communauté qui ressort et que Nutrition Nord Canada ou le gouvernement devrait envisager d'élargir ou de mettre en œuvre?

La sénatrice Anderson : Pour moi, le plus important est que ces entités soient dans la communauté, ce qui n'est pas le cas. Il y a une déconnexion entre les entités qui prennent les décisions et appliquent ces décisions dans les communautés, sans voir l'impact complet qu'elles ont.

La sénatrice Martin : Merci.

La sénatrice Sorensen : Je veux faire écho aux propos de la sénatrice Martin concernant l'importance des voix qui se font entendre. La sénatrice Duncan était ici la semaine dernière. Comme vous l'avez souvent dit quand nous nous sommes croisées, nous ne comprenons tout simplement pas votre situation. Ce n'est pas la vie que nous vivons. Ne sous-estimez jamais le rôle important que vous avez de continuer à nous rappeler que la vie dans le Nord est différente de partout ailleurs au Canada. Je vous en suis reconnaissante.

Vous avez dit que la sécurité dans l'Arctique doit englober la sécurité de la population, et plus particulièrement l'accès au logement, à l'eau potable et à une alimentation fiable. Comme la période d'utilisation des routes de glace et de l'approvisionnement autre que par la mer est plus courte dans les Territoires du Nord-Ouest, en raison des changements climatiques, quels investissements spécifiques dans la souveraineté alimentaire locale devrait-on faire? Dans mes notes, il est question de serres fonctionnant toute l'année ou de récoltes menées par la communauté. Selon ce que j'avais noté, je crois que M. Wade allait aborder la question particulière des usines de transformation alimentaire et des troupeaux de rennes. Pour les gens qui ont grandi là où j'ai grandi, la question des troupeaux de rennes mérite d'être mieux expliquée.

Est-ce qu'il y a selon vous un investissement en infrastructures qui ferait une différence? Quelles infrastructures seraient utiles?

La sénatrice Anderson : Pour ce qui est du troupeau de rennes, il a un lien avec le fait que le chef de ma région n'a pas signé le traité, en disant que nous avions besoin de nourriture, pas d'un traité. Un troupeau de rennes qui est arrivé des États-Unis, dans le delta du Mackenzie, en passant par les montagnes, est demeuré là pendant cinq ans, je crois. Ce troupeau était gardé par des éleveurs de rennes, et à un moment donné, mon oncle William Nasogaluak l'a acheté et s'en est bien occupé pendant longtemps. Il l'a bien géré, s'occupant de la sélection et vendant les ressources, y compris les bois comme aphrodisiaques, partout dans le monde. Ce troupeau de rennes a ensuite été rendu aux Inuvialuit et est actuellement géré par eux. Il constitue toujours une source d'alimentation pour eux. La nourriture qu'il fournit est partagée entre les six communautés inuvialuites.

In terms of the greenhouse, we have been working with a philanthropist who runs a charitable organization called Promise for the North. He has been working on year-round greenhouses. He has been very effective in the last year advancing issues around greenhouses, also working with the Inuvik on a year-round greenhouse. I believe he's working with three or four of the communities.

We have also tried to make a connection between him and the World Vegetable Center in Taiwan after visiting there. We've made some connections, as they can provide information on what types of seeds would be applicable in the area and the growth of the seeds dependent on the greenhouse. We have been working on some key issues around it.

Just briefly, there are some pop-up food banks but very few, especially in the small, isolated northern communities. There is no space and no one to run it. The majority of people in the smaller communities are struggling with food themselves.

Senator Sorensen: Such as, where would the donations come from?

Senator Anderson: Yes.

Senator Sorensen: Interesting. I want to elaborate on this.

Those are interesting stories. It is so fascinating about the reindeer herd. What I'm not hearing is government-funded infrastructure that could help the situation. When I'm thinking about a report, is there a belt recommendation that needs to go in there?

Senator Anderson: Funding for a food inspector for traditional foods would go a long way.

Senator Sorensen: Thank you.

Senator Muggli: Thank you for being here. I will expand on what you just said.

I was curious about regulatory changes that might be needed regarding the inspection of locally harvested food. It sounded like maybe there's a concern with inspections. Are there regulation changes needed so that locally harvested food can move into your food chain more efficiently?

Senator Anderson: If I understand correctly, our locally harvested food can't be shared or sold until we have a food inspector in play. That would be the next move because the Inuvialuit are harvesting food. They are prepping and sharing food across the six communities.

En ce qui concerne la serre, nous travaillons avec un philanthrope qui dirige un organisme de bienfaisance appelé Promise for the North. Il a un projet de serre fonctionnant toute l'année. L'année dernière, il a beaucoup fait progresser le dossier des serres en collaborant notamment avec Inuvik pour un projet de serre fonctionnant toute l'année. Je crois qu'il travaille avec trois ou quatre communautés.

Nous avons aussi essayé d'établir un lien entre lui et le World Vegetable Center à Taiwan, après avoir effectué une visite là-bas. Nous avons établi des contacts susceptibles de fournir des informations sur les types de semences adaptées à la région et sur la croissance de ces semences selon les conditions de la serre. Nous nous sommes penchés sur des aspects clés de ce dossier.

Par ailleurs, brièvement, il existe quelques banques alimentaires temporaires, mais elles sont très peu nombreuses, particulièrement dans les petites collectivités isolées du Nord. Il n'y a pas d'espace ni de personnel pour les gérer. La majorité des habitants dans ces petites collectivités souffrent eux-mêmes d'insécurité alimentaire.

La sénatrice Sorensen : Pour ce qui est de la provenance des dons, par exemple?

La sénatrice Anderson : Oui.

La sénatrice Sorensen : Intéressant. J'aimerais approfondir cela.

Ce sont des histoires intéressantes. L'histoire du troupeau de rennes est fascinante. Par contre, il n'a pas été question d'infrastructures financées par le gouvernement qui pourraient jouer un rôle positif. Dans la perspective du rapport, y a-t-il une recommandation prioritaire qu'on devrait inclure?

La sénatrice Anderson : Le financement d'un poste d'inspecteur pour les aliments traditionnels serait très utile.

La sénatrice Sorensen : Merci.

La sénatrice Muggli : Merci d'être parmi nous. Je vais aller un peu plus loin concernant ce que vous venez de dire.

Je me demandais s'il y a des changements réglementaires à envisager concernant l'inspection des aliments récoltés localement. Il semble y avoir des préoccupations à ce sujet. Faut-il modifier la réglementation pour que les aliments récoltés localement puissent entrer plus efficacement dans votre chaîne alimentaire?

La sénatrice Anderson : Sauf erreur, les aliments récoltés localement ne peuvent être partagés ou vendus sans l'intervention d'un inspecteur des aliments. Ce serait la prochaine étape à franchir, car les Inuvialuit récoltent la nourriture, la préparent et la partagent entre les six communautés.

Senator Muggli: So right now, it is not being sold at all because of the lack of inspection?

Senator Anderson: That's correct.

Senator Muggli: Is that a recommendation that would be useful — to have access to timely inspection?

Senator Anderson: To have a food inspector, definitely.

Senator Muggli: Yes, good. To return to power, is there any research or investment happening on alternative power sources at this time?

Senator Anderson: In some communities, there are. I believe in Paulatuk, there is; in Inuvik, they have the wind. Some people use solar panels. It is insufficient, I would say.

We also have a high rate of public housing, not privately owned housing. Public housing falls under different rules than private housing. That makes it a bit challenging. Unless you have the territorial government making moves in public housing to change the way it is given power and energy, it is very difficult because the majority of housing in these small communities facing these issues is public housing units. Many of those public housing units are old.

There are reports of windows and doors not closing and the presence of mice and black mould, so there are ongoing housing issues that also contribute to this issue.

Senator Muggli: In terms of infrastructure, housing is also key to food security because if you don't have a decent house to live in or power sources, then your stove short-circuits or your fridge breaks down, and you cannot even store food.

Senator Anderson: That's correct. Housing is central. In many communities, you do not just have one family living in a housing unit; you could have two to three generations in that housing unit that is not equipped for two to three generations. But because the housing wait lists are so lengthy, often large numbers of families reside in one housing unit.

Senator Muggli: With the public housing, do the building codes need to be changed to match the needs of the people living in them?

Senator Anderson: That, and also, who builds those houses? Are they being built to our Arctic standards? Are they being built to southern standards? Are the builders being held to account when those buildings fail? We were in the community of Aklavik, and there was a new build. They were in the new build for only weeks, and they had to abandon it. This new build in

La sénatrice Muggli : Donc, pour l'instant, elle n'est pas du tout vendue à cause de l'absence d'inspection?

La sénatrice Anderson : C'est exact.

La sénatrice Muggli : Serait-ce une recommandation utile de préconiser l'accès à une inspection rapide?

La sénatrice Anderson : Avoir un inspecteur des aliments, définitivement.

La sénatrice Muggli : D'accord. Pour revenir à l'électricité, y a-t-il des recherches ou des investissements en cours concernant d'autres sources d'énergie?

La sénatrice Anderson : Dans certaines communautés, oui. Je crois qu'à Paulatuk, c'est le cas; à Inuvik, il y a l'éolien. Certaines personnes utilisent des panneaux solaires, mais je dirais que c'est insuffisant.

Nous avons aussi un taux élevé de logements sociaux, pas de logements privés. Les logements sociaux sont soumis à des règles différentes des logements privés. Cela complique la situation. À moins que le gouvernement territorial ne prenne des mesures concernant le mode d'alimentation en énergie des logements sociaux, il sera très difficile de changer la donne, car la majorité des logements dans les petites collectivités confrontées à ces problèmes sont des logements sociaux. Nombre de ces logements sont vieux.

Il y a des cas de fenêtres et de portes qui ne ferment pas bien, ainsi que la présence de souris et de moisissures. Il y a donc des problèmes persistants de logement qui contribuent à la situation.

La sénatrice Muggli : Concernant les infrastructures, le logement est aussi essentiel à la sécurité alimentaire, car sans une maison décente ou des sources d'énergie, votre cuisinière peut faire un court-circuit ou votre réfrigérateur peut tomber en panne, et vous ne pouvez même pas conserver vos aliments.

La sénatrice Anderson : C'est exact. Le logement est central. Dans plusieurs communautés, il y a plus d'une famille par logement. Il peut y avoir deux à trois générations dans un logement qui n'est pas conçu pour cela. Mais les listes d'attente pour le logement sont si longues que souvent plusieurs familles vivent dans un même logement.

La sénatrice Muggli : Dans le cas des logements sociaux, faut-il modifier les codes du bâtiment pour mieux répondre aux besoins des personnes qui y vivent?

La sénatrice Anderson : Il y a cela, mais aussi la question de qui construit ces maisons? Sont-elles construites selon nos normes arctiques? Selon des normes du Sud? Est-ce que les constructeurs sont tenus responsables quand ces bâtiments présentent des défauts? Dans la communauté d'Aklavik, il y avait une construction neuve où des gens n'ont habité que

Aklavik just sits there wasting now because it was not built properly.

Senator Muggli: What happened within the course of a couple of weeks?

Senator Anderson: There was leaking and some pretty severe structural issues.

Senator Muggli: Wow. Could you describe what you think are the major risks to local hunting other than, obviously, the environment, but are there any concerns around disease or anything like that among herds or their management?

Senator Anderson: I may not have a fulsome answer. However, with regard to hunting, climate change is definitely one of them. The ice is not as thick as it could be, making it unsafe to go to some of the traditional areas, forcing people to detour around certain areas and the animals' pathways may be changing. The cost of hunting is another issue. Gun laws also have an impact on people. Understanding our accessibility is important. The Chief Firearms Officer is another issue because our Chief Firearms Officer is in Alberta. So there are some key issues that could easily be fixed but continue to go on.

Senator Muggli: Thank you.

Senator Burey: Thank you for being here, Senator Anderson and Mr. Wade. I am hoping we can get some comments if things work.

A theme that we have been hearing, Senator Anderson, is that there is a lack of everything in the North, but especially coordination. People are working in silos, and there is a lack of consultation as well, to which you alluded.

We heard from Jimi Onalik, president of the Canadian Northern Economic Development Agency. Two meetings ago, they mentioned reindeer, country foods and that sort of thing.

When you are able to engage the community, there are other benefits, such as nutrition but also social cohesion.

Knowing that Nutrition North Canada has such a big impact on how we look at food security, and we understand that review, do you think that they should be more coordinated with the Canadian Northern Economic Development Agency so that we can achieve some of these goals of working together with the community with an in-depth consultation?

quelques semaines avant de devoir partir. Ce bâtiment neuf à Aklavik est maintenant à l'abandon parce qu'il n'a pas été bâti correctement.

La sénatrice Muggli : Que s'est-il passé pendant ces quelques semaines?

La sénatrice Anderson : Il y avait des fuites et des problèmes structurels assez graves.

La sénatrice Muggli : Je n'en reviens pas. Pourriez-vous décrire ce que vous considérez comme les principaux risques pour la chasse locale, autre que l'environnement, évidemment? Y a-t-il des préoccupations au sujet de maladies ou d'autres problèmes dans les troupeaux ou concernant leur gestion?

La sénatrice Anderson : Je n'ai pas toutes les réponses. Cependant, en ce qui concerne la chasse, les changements climatiques sont sans doute un facteur. La glace n'est pas aussi épaisse qu'elle pourrait l'être, ce qui rend dangereux l'accès à certaines zones traditionnelles, oblige les chasseurs à faire des détours et modifie le trajet des animaux. Le coût de la chasse est un autre enjeu. Les lois sur les armes à feu affectent aussi les gens. Il est important de bien comprendre l'accessibilité. Le contrôle des armes à feu est un autre problème, car notre contrôleur se trouve en Alberta. Il y a donc des enjeux clés qui pourraient être facilement réglés, mais qui persistent.

La sénatrice Muggli : Merci.

La sénatrice Burey : Merci d'être parmi nous, sénatrice Anderson et M. Wade. J'espère que nous finirons par régler le problème et que nous pourrions entendre ce que vous avez à dire.

Un thème qui revient, sénatrice Anderson, c'est qu'il manque de tout dans le Nord, mais surtout de coordination. Les gens travaillent en vase clos, et il y a aussi un manque de consultation, comme vous l'avez souligné.

Nous avons entendu Jimi Onalik, président de l'Agence canadienne de développement économique du Nord. Il y a deux réunions, il avait déjà été question des rennes, des aliments traditionnels et de ce genre de choses.

La mobilisation de la communauté comporte d'autres avantages, au chapitre de la nutrition, par exemple, mais aussi de la cohésion sociale.

Sachant que Nutrition Nord Canada a un impact si important sur notre manière d'aborder la sécurité alimentaire — et nous comprenons cet examen — pensez-vous qu'il devrait y avoir une meilleure coordination avec l'Agence canadienne de développement économique du Nord, afin que nous puissions atteindre certains de ces objectifs, notamment en travaillant avec la communauté dans le cadre d'une consultation approfondie?

My question is about real consultation within the community and not working in silos. Can you comment on that?

Senator Anderson: Yes, I can.

When you go back to Nutrition North Canada, they are currently under review. They are meeting with a large group of people. They are reviewing their policies. They invited me, but I was unable to attend, so I will be staying in contact with them so that they understand the concerns.

When you talk about coordination, the problem is that the federal system is siloed. I don't know how you would fix that. For me to address the issue in Ulukhaktok around best-before dates, I went to three agencies. Even doing so, the issue is still persistent. I'm still getting pushback from the retailer specifically, reinforcing the fact that the CFI regulations do not have any rules around best-before dates is concerning to me.

By having that gap of freedom left but no accountability on the best-before dates because I tasted that food, which was stale, discoloured and did not smell right, but I still bought it off the shelf at full price, two years past its best-before date. So those kinds of things that need to come into play. People who are benefiting from a community should be held accountable to that community. That's my concern.

It would be nice to see coordination. But I also don't want to see more paternalistic colonial systems come in to dictate how we live in the community and how we hunt and fish.

We still follow our animals. In the summer, we'll do whale hunting, spring and fall are geese, fishing and caribou. We follow our animals. The one thing that has changed is that Canada has interrupted our ability to do that. First, they put us in communities that were not communities. They took away our dogs. They restricted our ability to hunt. There are now gun rules. There is so much already federally imposed that combines together, and the collective nature of it has created structural issues for us with regard to having food security and having access to our own foods.

Someone asked earlier about animals and disease. There are. Whales, a couple of years ago, had the toxin from cat litter that could cause a pregnant woman to spontaneously abort the fetus, so they were told that they had to cook it to prevent that. We are aware that there are some impacts from other areas in our waters that affect our animals, but we still very much rely on those animals.

Ma question porte sur une véritable consultation au sein de la communauté et non sur un travail en vase clos. Pouvez-vous nous en dire plus à ce sujet?

La sénatrice Anderson : Certainement.

Comme vous le savez, Nutrition Nord Canada fait actuellement l'objet d'un examen. Cela comprend des rencontres avec un grand nombre de personnes, de même qu'un réexamen des politiques. J'ai été invitée à participer, mais je n'ai pas pu me libérer. Je vais donc rester en contact avec eux, afin de leur expliquer les préoccupations.

En ce qui a trait à la coordination, le problème est que le système fédéral est cloisonné. Je ne sais pas comment on pourrait remédier à cela. Pour régler le problème des dates « meilleur avant » à Ulukhaktok, je me suis adressée à trois organismes, mais malgré cela, le problème persiste. Je me heurte toujours à une résistance, notamment de la part du détaillant, ce qui renforce le fait que je trouve préoccupante l'absence de dispositions concernant les dates « meilleur avant » dans le règlement de l'ACIA.

Cet espace de liberté sans responsabilité concernant les dates « meilleur avant » fait en sorte que cette nourriture que j'ai goûtée était périmée, avait une couleur douteuse et sentait mauvais, mais elle m'a quand même été vendue à plein prix, deux ans après la date « meilleur avant ». Ce genre de choses doit être pris en considération. Les personnes qui tirent bénéfice d'une communauté devraient avoir des responsabilités à son égard. C'est cela qui me préoccupe.

Il serait souhaitable de voir une coordination. Mais je ne veux pas non plus qu'on nous impose d'autres systèmes coloniaux paternalistes dictant comment nous devons vivre dans la communauté et comment nous devons chasser et pêcher.

Nous continuons de suivre nos animaux. En été, nous chassons la baleine; au printemps et à l'automne, ce sont les oies, la pêche et le caribou. Nous suivons nos animaux. La seule chose qui a changé, c'est que le Canada nous a mis des bâtons dans les roues. D'abord, on nous a installés dans des communautés qui n'en étaient pas. On nous a pris nos chiens. On a restreint notre capacité à chasser. Il y a désormais des règles sur les armes à feu. Un grand nombre de mesures fédérales s'additionnent, et leur effet cumulatif crée des problèmes structurels pour nous en matière de sécurité alimentaire et d'accès aux aliments qui nous sont propres.

Quelqu'un a posé une question au sujet des animaux et des maladies. Il y a un problème. Il y a quelques années, on a trouvé dans les baleines une toxine qui se retrouve dans la litière des chats et qui peut provoquer une fausse couche chez les femmes enceintes. On nous a donc conseillé de cuire la viande pour éviter cela. Nous savons que certaines choses provenant d'ailleurs affectent nos animaux dans nos eaux, mais nous dépendons encore beaucoup de ces animaux.

Senator McBean: Thank you. It is all so interesting. I have a couple of questions in a couple of directions. I am trying to listen to you in a good way.

So when you are talking about having an inspector come up and inspect the harvest, would that work? Because I get a sense that the way that you live and the way that the people in the North live is so spread out, that having an inspector in one place, people are not going to be bringing what they are harvesting in to one inspector, so this one inspector would have to cover such a big area. Would it make more sense to create a certification system where somebody in towns and communities would have the ability to be certified instead of having one inspector?

Senator Anderson: I will try to answer that.

Brian Wade just mentioned about the processing plant for foods in Inuvik. They do have a processing plant in Inuvik. If I am correct, and Brian might have to correct me the next time he speaks, they do purchase foods and process them at that particular site.

Because the communities are very close, the concept of a food inspector, for me, would ideally sit with an Indigenous organization, and that Indigenous organization would then be responsible for getting that food to where it needs to go. To me, that would be the best option.

Senator McBean: Thank you. To be clear, that's instead of having someone come up, helicopter in and think that they come and do the work. I want to ensure that gets in right.

Then, for these products where the best before dates that you are buying are clearly after that date, do you know if the products are being bought in a timely manner but not being sold in a proper manner, or are they being purchased beyond their date, at full price — which I think is egregious — and then sold at full price? Do you know where they are being purchased in their life cycle?

Senator Anderson: They are being purchased from the South. I do not know which large company. If I'm correct, it is Loblaw's. I'm not sure about the life cycle. The thing is with foods in the North, especially in the smaller communities, they are often barged in. Your food supply usually arrives on a barge. The barges come in once a year.

My educated guess would be that the food comes in during the summer. Then, it is expected to last for that year. They will fly in expired foods on the plane. Milk, fruit and vegetables will be flown in but there are stringent rules around foods that expire that must be adhered to. When the CFIA did their investigation, they found a few items that were pulled off the shelves, due to the investigation, that were expired.

La sénatrice McBean : Merci. Tout cela est très intéressant. J'ai quelques questions qui vont dans différentes directions. J'essaie d'être à l'écoute de ce que vous dites.

Est-ce que la venue d'un inspecteur pour contrôler ce qui est récolté fonctionnerait? J'ai l'impression que votre mode de vie et celui des habitants du Nord font en sorte que vous êtes très dispersés. Si un inspecteur se trouvait à un seul endroit, les gens n'apporteraient probablement pas ce qu'ils récoltent à cet endroit, et cet inspecteur devrait donc couvrir un grand territoire. Ne serait-il pas plus judicieux de créer un système d'accréditation de certaines personnes dans les villes et les communautés, au lieu d'avoir un seul inspecteur?

La sénatrice Anderson : Je vais essayer de répondre à cela.

Brian Wade vient de mentionner l'usine de transformation alimentaire d'Inuvik. Il y a effectivement une usine de transformation à Inuvik. Si je ne me trompe pas — et Brian pourra peut-être me corriger lorsqu'il interviendra — les aliments sont achetés et transformés à cet endroit précis.

Comme les communautés sont très proches, le poste d'inspecteur des aliments devrait idéalement, selon moi, relever d'un organisme autochtone, qui serait alors responsable d'acheminer les aliments à l'endroit requis. Pour moi, ce serait la meilleure option.

La sénatrice McBean : Merci. Je tiens à préciser que ce serait pour éviter que quelqu'un vienne en hélicoptère simplement pour faire le travail. Je veux m'assurer que vous m'avez bien comprise.

Pour ce qui est des produits que vous achetez dont la date « meilleur avant » est de toute évidence dépassée, savez-vous si ces produits ont été achetés au bon moment, mais vendus au mauvais, ou bien s'ils sont achetés après leur date « meilleur avant », à plein prix — ce qui me semble scandaleux —, puis vendus à plein prix? Savez-vous à quel moment de leur cycle de conservation ils sont achetés?

La sénatrice Anderson : Ils sont achetés dans le Sud. Je ne sais pas auprès de quelle grande entreprise. Si je ne me trompe pas, c'est Loblaw's. Je ne connais pas leur cycle de conservation. Le fait est que dans le Nord, surtout dans les petites communautés, les aliments sont souvent transportés par barge. La nourriture arrive généralement par barges, et celles-ci viennent une fois par an.

Je dirais que la nourriture arrive pendant l'été, et elle est censée être bonne à consommer toute l'année. Les aliments qui ont une date d'expiration arrivent par avion. Le lait, les fruits et les légumes sont transportés par avion. Il existe des règles strictes concernant les aliments qui ont une date d'expiration, auxquelles il faut se conformer. Lorsque l'ACIA a fait son enquête, elle a trouvé quelques articles périmés, qui ont été retirés des tablettes par suite de l'enquête.

I believe it is once a year. I believe the majority of the food comes on the barge, and I do not know how long they hang onto the food, but in my community of Tuktoyaktuk, when I was last there, there were a few cases of mayonnaise on the floor at 50% off that were already six months past their best before date.

Senator McBean: Back to Senator Black's question, what is the fix here?

Would you recommend more flights in with food, which takes the cost up, or fewer — because I just want to learn how to fix it. I want to figure this out. What is the workaround? Let's say a food only lasts six months but it only gets brought in once a year and it takes months to get there, how do we still make that food available in that area?

Senator Anderson: My suggestion would be that, first, you monitor your best before dates. Many of them are over a year, but put them on sale before they pass their best before dates. Plan a little bit better. Don't try to make the most profit off of an item, which I think is what is happening. Finally, be accountable. Be accountable to the community.

My territory is not the only territory it is happening in. It is happening in Newfoundland and Labrador. It is happening in other Indigenous communities. It happens in Nunavut. It happens in the southern parts of the Northwest Territories. I have spoken to a number of people. We are not the only place experiencing these best before dates. I think it is an overlooked issue. I think that people don't see it. Like I said earlier, it's normalized now. The expectation is that we will continue to buy this food that is not healthy because nobody has brought it up as an issue. It has not been identified.

The Deputy Chair: We are now moving to the second round, colleagues.

Senator Black: I have a short question. I agree that the accountability needs to be at the retailer level. I think that is what you are saying to Senator McBean. I was in the North, not quite the Arctic, a year and a half ago. I noted that some grocery store items were very costly, and some weren't much different than what I pay in Fergus. I saw that difference.

Is it the cost of the item that causes the backlog or the movement toward selling best before dates? If an item is \$100, let's just say, nobody is buying it, so it is going to get to a best-before-date expiration. Is it that, or is it the fact that retailers are bringing up end-of-life shelf items? Do you know what I am saying?

Senator Anderson: I do know what you are saying.

Je crois que c'est une fois par an. Je pense que la majorité de la nourriture arrive par barge, et je ne sais pas combien de temps elle est gardée, mais dans ma communauté de Tuktoyaktuk, lors de mon dernier passage, il y avait par terre quelques cartons de mayonnaise vendue à moitié prix, mais dont la date « meilleur avant » était déjà dépassée de six mois.

La sénatrice McBean : Pour en revenir à la question du sénateur Black, quelle est la solution?

Recommanderiez-vous plus de vols pour apporter de la nourriture, ce qui augmenterait les coûts, ou moins? Je veux seulement comprendre comment résoudre ce problème. Je veux trouver une solution. Disons qu'un aliment a une durée de conservation de six mois seulement, mais n'est livré qu'une fois par an, et que son acheminement prend plusieurs mois. Comment faire pour que ce produit soit tout de même disponible?

La sénatrice Anderson : Je suggérerais d'abord de surveiller les dates « meilleur avant ». Beaucoup dépassent un an, et il faudrait mettre ces articles en promotion avant que la date soit atteinte. Il faut mieux planifier. Il ne faut pas chercher à tirer le plus de profit possible d'un article, comme ce qui se passe actuellement, selon moi. Enfin, il faut assumer ses responsabilités. Il faut rendre des comptes à la communauté.

Mon territoire n'est pas le seul à connaître ce problème. Cela se produit à Terre-Neuve-et-Labrador. Cela se produit dans d'autres communautés autochtones, au Nunavut, dans le sud des Territoires du Nord-Ouest. J'ai parlé à plusieurs personnes. Nous ne sommes pas les seuls à faire face à ce problème de dates de péremption. Je pense que c'est un problème méconnu. Je pense que les gens ne le voient pas. Comme je l'ai dit plus tôt, c'est devenu normal. On s'attend à ce que nous continuions à acheter ces aliments malsains, parce que personne n'a signalé que cela posait un problème. Le problème n'a pas été clairement énoncé.

Le vice-président : Nous passons maintenant à la deuxième ronde.

Le sénateur Black : J'ai une petite question. Je suis d'accord que la responsabilité doit être au niveau du détaillant. Je pense que c'est ce que vous avez dit à la sénatrice McBean. J'étais dans le Nord, pas tout à fait dans l'Arctique, il y a un an et demi. J'ai remarqué que certains articles d'épicerie étaient très chers, et que d'autres n'étaient pas beaucoup plus chers que ce que je paie à Fergus. J'ai constaté cette différence.

Est-ce le prix de l'article qui explique cette accumulation, ou la tendance à vendre les articles dont la date de péremption approche? Si un article coûte 100 \$, disons, personne ne l'achète, donc il finit par arriver à la date « meilleur avant ». Est-ce cela, ou le fait que les détaillants mettent en vente des articles en fin de conservation? Comprenez-vous ce que je veux dire?

La sénatrice Anderson : Je comprends ce que vous dites.

I don't really have the answer for that. What I can say is some of the items on the food shelves that are best are not expensive items. When you talk about how some foods are comparable to here, that is because those foods are not popular. When you have a popular item in the North, that price rises. It becomes a huge commodity for the retailer and the price goes up because they know someone is going to buy it. People will still buy it because it is a popular item, whether it is flour, sugar, cookies, canned fruit or pickles. Pickles are one of the most expensive items because they are popular. Pop is cheaper than juice. It is cheaper for me to go buy a can of pop than it is for me to buy a can of juice, and juice is covered under Nutrition North, so there are things that are just illogical that cause you to question what is going on, why it is going on and how it has not been addressed. Why is it allowed to continue?

That, to me, is the problem. There seem to be arbitrary decisions made by a retailer that have profound implications for a community.

Senator McBean: My question is on something similar to what Senator Black asked earlier. It is a little different. It goes to Mr. Wade and the inconsistency of the internet.

Would federal investment into things like transportation and the infrastructure of power be helpful? You spoke to inconsistent power and losing an oven. Would it be helpful for food security in the North to have regular reliable electricity and regular, reliable transportation? I do not think that regular transportation is always possible, but would this be possible as a federal investment?

Senator Anderson: Yes. Roads would be a particularly helpful asset.

However, once you build roads, they will remove you from Nutrition North. Tuk was a fly-in community with periodic road access. Tuktoyaktuk lost their Nutrition North subsidy, so there is no subsidy in my community because of it. You can build roads and create an opportunity for food to get in there, but it may change whether Nutrition North covers that community.

Let's use Norman Wells as an example. Norman Wells is on the Mackenzie River. Their barge could not get in because the water was too low. They had to fly in their fuel and groceries. Costs went up exponentially. Now they are part of the proposed Mackenzie Valley Highway route that they have been requesting for over 50 years. Will that change their status with Nutrition North if they are on Nutrition North? Most likely it will.

Je n'ai pas vraiment de réponse à cela. Ce que je peux dire, c'est que certains des meilleurs articles dans les rayons alimentaires ne sont pas chers. Lorsque vous dites que les prix de certains aliments sont comparables à ceux d'ici, c'est parce que ces articles ne sont pas populaires. Lorsqu'un article est populaire dans le Nord, son prix augmente. Il devient un produit recherché pour le détaillant, et son prix monte parce qu'il sait que quelqu'un va l'acheter. Les gens l'achèteront quand même parce que c'est un produit populaire, que ce soit la farine, le sucre, les biscuits, les fruits en conserve ou les cornichons. Les cornichons sont parmi les articles les plus chers parce qu'ils sont populaires. Les boissons gazeuses sont moins chères que les jus. Je dois débourser moins pour acheter une canette de boisson gazeuse que pour acheter une canette de jus, et pourtant les jus sont couverts par Nutrition Nord. Il y a donc des choses qui sont illogiques et qui suscitent des questions sur ce qui se passe, sur la raison pour laquelle cela se passe, et sur la raison pour laquelle on ne règle pas cela. Pourquoi cela est-il permis?

Selon moi, c'est là que se situe le problème. Il semble que des décisions arbitraires du détaillant aient des impacts profonds sur la communauté.

La sénatrice McBean : Ma question porte sur un sujet similaire à celui que le sénateur Black a évoqué plus tôt, mais dans une optique un peu différente. Elle fait référence à M. Wade et concerne le manque de fiabilité d'Internet.

Est-ce que des investissements fédéraux dans les transports et les infrastructures électriques seraient utiles? Vous avez parlé des coupures d'électricité et de votre cuisinière qui a été endommagée. Un approvisionnement régulier et fiable en électricité, ainsi que des moyens de transport réguliers et fiables, contribueraient-ils à la sécurité alimentaire dans le Nord? Je ne pense pas que des transports réguliers soient toujours possibles, mais un investissement fédéral pourrait-il changer les choses?

La sénatrice Anderson : Oui. Les routes seraient un actif particulièrement utile.

Cependant, une fois que des routes sont construites, les communautés perdent leur admissibilité à Nutrition Nord. Tuktoyaktuk était une communauté accessible uniquement par avion, avec un accès routier occasionnel. Elle a perdu sa subvention de Nutrition Nord à cause de cela. Vous pouvez construire des routes et faciliter l'accès à la nourriture dans une communauté, mais cela peut avoir pour effet de perdre les subventions de Nutrition Nord.

Prenons l'exemple de Norman Wells. Norman Wells est situé sur le fleuve Mackenzie. Une barge qui devait s'y rendre n'est pas arrivée à destination à cause du faible niveau d'eau. Le carburant et les provisions ont dû être acheminés par avion. Les coûts ont augmenté de façon exponentielle. La communauté fait partie du tracé proposé de la route de la vallée du Mackenzie, qu'elle réclame depuis plus de 50 ans. Cela changera-t-il son statut au sein de Nutrition Nord? Très probablement.

Yes, you can build roads, but then it changes how that community accesses supports and services as well.

Senator McBean: It's like you get better access to food because you're on a road, which should bring costs down. Is Nutrition North enough? I think we actually heard something when Senator Duncan was talking about — was it the town of Old Crow?

Senator Anderson: Yes.

Senator McBean: Is the subsidy for Nutrition North enough? Even if you have road access, do you need some sort of Nutrition North subsidy?

Senator Anderson: In my opinion, you would still need some sort of Nutrition North subsidy. I know of a number of people in my home community who are struggling with food insecurity and who don't have the means to pay some of the prices that are in the community. They share a lot of their food and will actually go online and ask if anyone can help them with food for the day or for the night. It is not an uncommon thing on Facebook to see people asking for help because there is a lack of resources and a lack of support. It's a very challenging environment to live in. The cost of living is so high right now in all aspects: gasoline, housing, water, fuel. In some of the communities, our water and fuel are actually trucked to the houses. There is no connector. If you have bad weather, your water and fuel can't get to your house because the road systems don't allow it.

There are many complexities that come into play that I think are just not factored into Southern-based legislation made by many people who have never been to the North. Over 90% of the people who come into my office who make decisions about us have never been there.

I can't tell you how many people we've invited to come to the North, how we have travelled with people to the North and we've met people in the North so that we can create relationships with them and provide insight and opportunity for education. It's a fact that these decisions continue to be made here.

I often don't support legislation here. The reason for that is because the context under which the legislation is made does not work in the North. It doesn't work for the people. It's actually sometimes more harmful than it is helpful. Some of these policies that people think are helpful are actually harmful.

Senator McBean: Thank you very much.

Oui, on peut construire des routes, mais cela change aussi la façon dont les communautés accèdent aux soutiens et services.

La sénatrice McBean : C'est comme si on avait un meilleur accès à l'alimentation quand on habite le long d'une route. Cela devrait faire baisser les coûts. Le programme Nutrition Nord est-il suffisant? Nous avons entendu quelque chose lorsque la sénatrice Duncan parlait de... Était-ce Old Crow?

La sénatrice Anderson : Oui.

La sénatrice McBean : La subvention de Nutrition Nord est-elle suffisante? Même lorsqu'il existe un accès routier, avez-vous besoin d'une sorte de subvention du programme Nutrition Nord?

La sénatrice Anderson : À mon avis, on a quand même besoin d'une subvention quelconque de Nutrition Nord. Je connais un certain nombre de membres de ma collectivité qui souffrent d'insécurité alimentaire. Certains prix qui y ont cours dépassent leurs moyens. Ils font appel au partage pour une grande partie de leur alimentation, allant même en ligne pour demander de quoi manger pour une journée ou une soirée donnée. Il n'est pas rare de voir sur Facebook des abonnés demander de l'aide, faute de ressources ou de soutien suffisants. Il est très difficile de vivre dans pareil environnement. Sur toute la ligne, le coût de la vie est très élevé en ce moment : l'essence, le logement, l'eau et le combustible. Dans certaines localités, l'eau et le combustible sont transportés par camion jusqu'aux maisons. Il n'y a pas de conduites. Par mauvais temps, il arrive que les réseaux routiers ne permettent pas de transporter ces produits.

De nombreux facteurs complexes interviennent qui, à mon avis, ne sont tout simplement pas pris en compte dans les lois du Sud, adoptés par des législateurs dont un grand nombre ne sont jamais allés dans le Nord. Plus de 90 % de ceux qui viennent à mon bureau et qui prennent des décisions qui nous concernent n'y sont jamais allés.

Je ne peux pas vous dire le nombre de personnes nous avons invitées à venir dans le Nord, que nous avons accompagnées dans le Nord, que nous avons rencontrées dans le Nord afin de créer des relations avec elles et de leur offrir un aperçu, des occasions de se renseigner. C'est un fait que les décisions se prennent encore et toujours dans le Sud.

Il m'arrive souvent de ne pas appuyer des projets de loi parce que leur contexte est tel qu'ils ne peuvent s'appliquer dans le Nord. En fait, ils font parfois plus de mal que de bien. Certaines de ces politiques qu'on juge utiles sont en fait nocives.

La sénatrice McBean : Merci beaucoup.

Senator Martin: Senator Anderson, your experience is really helping connect local challenges with federal policy decisions. You are the link. You are the key.

You are right; we don't understand the challenges. When I went up North to Fort St. John, which I had never been to — I was asked to go to Tumbler Ridge — I had no idea. My colleague has to drive two hours just to get there, and then he drives hours upon hours to get to his riding. You are talking about an area, a region that's not connected, period, in so many ways.

My question is — I think that I probably know the answer. You talk about the rising cost of living. It's all across Canada, but I would say especially in the North. People ask one another and share, but my question was going to be, before hearing your earlier response, about maybe a food bank or a lunch program.

How are people surviving in the North? We know there is a rising demand for food banks in the South, but I am wondering about the North.

Senator Anderson: There are some breakfast programs for kids in schools. They have snack programs. I know when we visited the school in Tuk, they had a breakfast program and they had snacks available, but I don't know about those best-before dates. We had a community meeting in Ulukhaktok, and the juice boxes we were provided were six months past their best-before date. I don't know about the quality of food that people are getting. Cereals on the shelves were past their best-before date as well.

Food banks make sense if you have the means to support them. I know when we were in Norman Wells, they had a food bank. We visited it. Food Banks Canada also helps. They actually travel in. There is a gentleman by the name of Jay, whom we've actually travelled with. Jay met us in Yellowknife and travelled with us to Inuvik and to Tuktoyaktuk. He is actively involved in many of the communities trying to work not only with the food banks but the greenhouses as well. It's the smaller, more isolated communities like Ulukhaktok, Sachs Harbour and Tuktoyaktuk that don't have that option available to them.

Senator Martin: We need you in the Senate, but I feel like Canada needs you at the table to figure out how to solve these issues. Thank you so much for your important work.

La sénatrice Martin : Honorable sénatrice Anderson, votre expérience aide vraiment à établir un lien entre les difficultés locales et les décisions relevant de la politique fédérale. Vous êtes le lien. Vous êtes la clé.

Vous avez raison; nous ne comprenons pas les difficultés. Lorsque je me suis rendue dans le Nord, à Fort St. John, où je n'étais jamais allée — on m'a demandé d'aller à Tumbler Ridge —, je n'avais aucune idée. Mon collègue doit faire deux heures de route pour se rendre là-bas, puis il fait des heures et des heures de route pour aller dans sa circonscription. À bien des égards, c'est une région qui n'est reliée à rien.

Je vous pose une question tout en connaissant probablement la réponse. Vous parlez de la hausse du coût de la vie. Le problème touche l'ensemble du Canada, mais je dirais surtout le Nord. Les gens communiquent et partagent, mais, avant d'entendre votre réponse précédente, j'allais vous interroger au sujet de la possibilité d'une banque alimentaire ou d'un programme de distribution de repas.

Comment les habitants du Nord peuvent-ils survivre? Nous savons qu'il y a une demande croissante de banques alimentaires dans le Sud, mais je m'interroge sur ce qui se passe dans le Nord.

La sénatrice Anderson : Il y a des programmes de petits déjeuners pour les enfants dans les écoles. Il y a des programmes de distribution de collations. Je sais qu'à l'école de Tuk, que nous avons visitée, il y avait un programme de distribution de petits déjeuners et de collations, mais je ne sais pas si les dates de péremption sont respectées. Nous avons tenu une réunion communautaire à Ulukhaktok, et la date de péremption des boîtes de jus qui nous ont été remises était dépassée de six mois. Je ne suis pas au courant de la qualité des aliments que les consommateurs reçoivent. La date de péremption des céréales sur les tablettes était également dépassée.

Les banques alimentaires ont du sens si on a les moyens de les soutenir. Lorsque nous étions à Norman Wells, nous avons vu qu'il y avait une banque alimentaire. Nous l'avons visitée. Banques alimentaires Canada apporte également une aide. En fait, son personnel se déplace. Nous avons voyagé avec un certain Jay. Jay nous a rencontrés à Yellowknife et s'est rendu avec nous à Inuvik et à Tuktoyaktuk. Il travaille activement dans de nombreuses collectivités en essayant de collaborer non seulement avec les banques alimentaires, mais aussi avec les serres. Les petites collectivités isolées comme Ulukhaktok, Sachs Harbour et Tuktoyaktuk n'ont pas cette option.

La sénatrice Martin : Nous avons besoin de vous au Sénat, mais j'ai aussi l'impression que le Canada a besoin de vous pour trouver une solution à ces problèmes. Merci beaucoup de votre important travail.

The Deputy Chair: Colleagues, I want to thank our witness for taking the time today to be with us and for answering our questions.

I do want to indicate that Mr. Wade is going to participate on the second panel. We believe that we may have the audio issues fixed.

For the second panel today, we have the pleasure of welcoming two witnesses who are joining us online: Casey Pruum, Board Chair, BC Dairy; and Stefan Schmitz, Executive Director, Global Crop Diversity Trust. There is a third witness joining us online from the previous panel — we had some audio issues — Brian Wade, Director, Inuvialuit Community Economic Development Organization, or ICEDO. In person, we have Michael Scheffel, Managing Director, Policy and Standards, Canadian Seed Growers' Association. Welcome.

Colleagues, we will begin by letting Mr. Wade give his presentation, and if we experience audio issues again, we will be suggesting that he turn his video off and try that. If that doesn't work, we will let him put in a written submission, and we will prepare written questions to him.

Mr. Wade, let's give this another try. Thank you for your patience.

Mr. Wade: Good morning. Thank you for the introduction and the patience to work with us here.

My name is Brian Wade. I am joining you today from Inuvik, Northwest Territories. My professional title is Director of the Inuvialuit Community Economic Development Organization, also known as ICEDO, which is under the Inuvialuit Regional Corporation, or IRC.

I am a husband, a father, a harvester and an Inuvialuk. Inuvialuit are the Inuit of the western Arctic. We are represented in six communities in the Inuvialuit Settlement Region. We have a modern Treaty, the Inuvialuit Final Agreement, which was signed in 1984.

In 2021, the pandemic highlighted the dependency that Inuvialuit have for the Southern food system. Emerging out of the pandemic, Inuit Nunangat experienced increased costs on market food and on gas and equipment to access our traditional foods. Inuit leadership at the time envisioned and prioritized a food-sovereign region that was self-determined.

Le vice-président : Chers collègues, je tiens à remercier le témoin d'avoir pris le temps de venir répondre à nos questions.

Je tiens à préciser que M. Wade fait partie du deuxième groupe de témoins. Nous croyons que les problèmes audio sont réglés.

Voici le deuxième groupe de témoins d'aujourd'hui. Nous avons le plaisir d'accueillir deux témoins qui se joignent à nous en ligne, soit Casey Pruum, président du conseil d'administration de BC Dairy, et Stefan Schmitz, directeur général de Global Crop Diversity Trust. Il y a un troisième témoin du groupe précédent qui se joint à nous en ligne, puisque nous avons eu des problèmes d'audio tout à l'heure. Il s'agit de Brian Wade, directeur de l'Inuvialuit Community Economic Development Organization, l'ICEDO. Nous accueillons en personne Michael Scheffel, administrateur gestionnaire, Politiques et normes, à l'Association canadienne des producteurs de semences. Soyez les bienvenus.

Chers collègues, nous allons d'abord inviter M. Wade à faire son exposé, et si nous éprouvons de nouveau des problèmes audio, nous allons lui proposer d'éteindre sa vidéo et de réessayer. Si cela ne fonctionne toujours pas, nous lui permettrons de présenter un mémoire et nous lui préparerons des questions écrites.

Monsieur Wade, essayons encore une fois. Merci de votre patience.

M. Wade : Bonjour. Je vous remercie de votre présentation et de la patience dont vous avez fait preuve en travaillant avec nous.

Je m'appelle Brian Wade. Je m'adresse à vous aujourd'hui depuis Inuvik, dans les Territoires du Nord-Ouest. Je suis directeur de l'Inuvialuit Community Economic Development Organization, ou ICEDO, qui fait partie de la Société régionale inuvialuite, ou SRI.

Je suis un Inuvialuk, marié, père et chasseur. Les Inuvialuit sont les Inuits de l'Arctique occidental. Nous sommes présents dans six communautés de la région désignée des Inuvialuit. Nous avons un traité moderne, la Convention définitive des Inuvialuit, qui a été signée en 1984.

En 2021, la pandémie a mis en lumière la dépendance des Inuvialuit à l'égard du système alimentaire du Sud. Au sortir de la pandémie, l'Inuit Nunangat a fait face à une hausse des coûts des aliments vendus sur le marché et de l'essence et de l'équipement nécessaires pour nous procurer nos aliments traditionnels. Les dirigeants de l'époque préconisaient en priorité une région autochtone souveraine en matière alimentaire et autodéterminée.

I joined the IRC team in 2021 and was given two priorities, to establish a country food processing plant and to build a team and a program that will allow our Inuvialuit reindeer herd to thrive.

As I present to the Senate committee today, my goal is to introduce you to Inuit agriculture. Since time immemorial, Inuit have been stewards of our land, animals, waterways and fish. Inuvialuit have maintained our land and water in its pristine state. Inuvialuit have utilized the fish and animals to feed and clothe us for generations. Inuvialuit have maintained, balanced and monitored our natural resources to ensure sustainability for future generations.

The IRC Country Food Processing Plant highlights Inuvialuit values of food sharing. The processing plant enables and compensates able harvesters to feed our people who cannot harvest and don't have access to our traditional foods to which they are accustomed.

Current operations allow ICEDO to distribute two meat packs twice a year to every Inuvialuit household in the ISR, 1,200 households. To date, IRC has been able to directly compensate harvesters with a meaningful income totalling more than \$1 million and has distributed over 140,000 pounds of country food to Inuvialuit households at no cost to the house. Procurement and distribution of country food is done in collaboration with shareholders, co-management and territorial and federal governments. ICEDO is proud to tell you that we have a new 7,000 square foot processing facility currently in design thanks to partnerships with CanNor and the Pathways program.

The Country Food Processing Plant program strengthens food security for the settlement region. It encourages knowledge transfer and cultural knowledge exchange, and it promotes positive mental health.

The second project I want to highlight to the Senate is the Inuvialuit reindeer herd. In 1935, the reindeer arrived in the Mackenzie Delta after a long journey from Alaska. The reindeer were a gift to the Inuvialuit from the federal government and were introduced to provide a sustainable protein source to Inuvialuit people through times of declining caribou herds.

Throughout the past 91 years, the reindeer herd has had numerous owners. Some owners achieved moderate levels of success but ultimately couldn't sustain the financial obligations. The Inuvialuit reindeer herd is a free-range herd that utilizes a migration path on Inuvialuit private lands. The migration route is approximately 150 kilometres north to south and 80 kilometres east to west.

J'ai rejoint l'équipe de la Société régionale inuvialuite en 2021. J'ai été chargé de deux priorités : établir une usine de transformation des aliments traditionnels et constituer une équipe et un programme pour permettre à notre troupeau de rennes de prospérer.

En m'adressant au comité sénatorial aujourd'hui, mon objectif est de faire connaître l'agriculture inuite. Depuis des temps immémoriaux, les Inuits sont les gardiens de leurs terres, de leurs animaux, de leurs cours d'eau et de leurs poissons. Les Inuvialuit ont maintenu intactes leurs terres et leurs eaux. Ils pêchent et ils chassent pour se nourrir et se vêtir depuis des générations. Ils ont protégé, équilibré et surveillé leurs ressources naturelles afin d'en assurer la pérennité pour les générations futures.

L'usine de transformation des aliments de la SRI met à l'honneur les valeurs inuvialuites du partage des aliments. L'usine de transformation donne les moyens de chasser et une rémunération à ceux qui peuvent nourrir nos gens incapables de chasser et privés d'accès aux aliments traditionnels auxquels ils sont habitués.

Les activités actuelles permettent à l'ICEDO de distribuer deux paquets de viande deux fois par année à chaque ménage inuvialuit dans la région désignée des Inuvialuit, soit 1 200 ménages. À ce jour, la SRI a été en mesure d'indemniser directement les chasseurs en leur versant un revenu significatif qui totalise plus de 1 million de dollars et a distribué gratuitement plus de 140 000 livres d'aliments traditionnels aux ménages inuvialuit. L'approvisionnement et la distribution des aliments traditionnels se font en collaboration avec les actionnaires, la codirection et les gouvernements territoriaux et fédéral. L'ICEDO est fière de vous dire qu'elle est en train de concevoir une nouvelle installation de transformation de 7 000 pieds carrés grâce à des partenariats avec CanNor et le programme des voies d'entrée.

Le programme d'usine de transformation renforce la sécurité alimentaire dans la région désignée. Il encourage le transfert de connaissances et l'échange de connaissances culturelles, et il favorise une bonne santé mentale.

Le deuxième projet dont je veux parler au Sénat est celui du cheptel de rennes des Inuvialuit. En 1935, les rennes sont arrivés dans le delta du Mackenzie après un long voyage à partir de l'Alaska. Ils étaient un cadeau du gouvernement fédéral aux Inuvialuit et ils ont été introduits pour leur fournir une source durable de protéines en période de déclin des hardes de caribous.

Au cours des 91 dernières années, le cheptel de rennes a eu de nombreux propriétaires. Certains ont modérément réussi, mais ils n'ont pu honorer leurs obligations financières. La harde de rennes des Inuvialuit est un troupeau d'élevage en plein air qui utilise une voie migratoire sur les terres privées des Inuvialuit. La voie de migration est d'environ 150 kilomètres du nord au sud et de 80 kilomètres de l'est à l'ouest.

ICEDO took ownership of the herd in 2021. At this time, the herd numbers were approximately 1,500 animals. The herd was abandoned and had no operational infrastructure in place to support operations. Since taking ownership, ICEDO has built a team of six Inuvialuit herders who spend 320 days of the year out on the tundra with the herd. We have four cabins along the migration path to house the herders throughout the year, and we have been able to grow the herd to approximately 6,000 animals.

This past winter, ICEDO successfully harvested 250 reindeer, which will be distributed out to Inuvialuit across the region at no cost. ICEDO has built a relationship with Agriculture and Agri-Food Canada over the last year and is proud to say that we have signed our first contribution agreement with Agriculture and Agri-Food Canada to build our Inuvialuit reindeer herd from a local food security initiative to a national agriculture business. Initial support of these programs came from CanNor, but IRC has been self-invested for two years with no federal dollars put towards these two projects' operations.

Through all these successes, there are challenges. Our programs are heavily regulated. Our location geographically makes relationships with CFIA, DFO and AAFC difficult to maintain, and compliance under current regulations challenging to navigate.

Thankfully, through existing working groups from ITK, we are able to bring Inuit governments, CFIA, DFO and AAFC to the table to work towards the commercialization of country food. This goal is a priority on the Inuit-Crown Partnership Committee, or ICPC.

As those in the food security world are aware, funding grants are very difficult to obtain regarding food security, especially when projects reach a size such that they are actually impactful. The vision that ICEDO has is to create a social enterprise where we can create a viable market for our traditional foods that will allow country food to be sold and served in hospitals, long-term care facilities, schools and daycares. Generating revenue is not to create a profit, but to alleviate the dependency on federal funding and continue our current operations of addressing food insecurities in the Inuvialuit Settlement Region.

Thank you for giving me this opportunity to present these meaningful programs today. I look forward to answering your questions.

The Deputy Chair: Congratulations. We got through it, and we appreciate the presentation. Before we move to the next presenter, I should let you know that you each have five minutes.

L'ICEDO est devenu propriétaire du cheptel en 2021. À ce moment-là, il comptait environ 1 500 têtes. Le troupeau avait été abandonné et il n'y avait pas d'infrastructure en place pour soutenir les opérations. Depuis qu'il en a acquis la propriété, l'ICEDO a formé une équipe de six gardiens inuvialuits qui passent 320 jours par année dans la toundra avec le troupeau. Nous avons quatre cabanes le long du parcours migratoire pour héberger les gardiens tout au long de l'année, et nous avons pu faire passer le nombre de têtes à environ 6 000.

L'hiver dernier, l'ICEDO a prélevé 250 rennes. La viande sera distribuée gratuitement aux Inuvialuit de toute la région. L'ICEDO a établi une relation avec Agriculture et Agroalimentaire Canada au cours de la dernière année et nous sommes fiers de dire que nous avons signé notre premier accord de contribution avec ce ministère pour transformer en entreprise agricole nationale l'initiative locale pour la sécurité alimentaire qu'a été la constitution du troupeau de rennes des Inuvialuit. Le soutien initial de ces programmes a été fourni par CanNor, mais la SRI est autonome depuis deux ans et ne reçoit aucun financement fédéral pour ces deux projets.

Malgré tous ces succès, des difficultés subsistent. Nos programmes sont lourdement réglementés. Notre emplacement géographique rend les relations avec l'ACIA, soit l'Agence canadienne d'inspection des aliments, le MPO, ou ministère des Pêches et des Océans, et AAC difficiles à maintenir, et la conformité aux règlements actuels est difficile à gérer.

Heureusement, grâce aux groupes de travail existants d'Inuit Tapiriit Kanatami, ITK, nous sommes en mesure d'amener les gouvernements inuits, l'ACIA, le MPO et AAC à travailler ensemble à la commercialisation des aliments traditionnels. Cet objectif est une priorité du Comité de partenariat entre les Inuits et la Couronne, le CPIC.

Comme le savent les intervenants du monde de la sécurité alimentaire, il est très difficile d'obtenir des subventions pour assurer la sécurité alimentaire, surtout lorsque les projets atteignent une envergure suffisante pour avoir un impact réel. La vision de l'ICEDO est de créer une entreprise sociale où nous pouvons créer un marché viable pour nos aliments traditionnels qui permettra de vendre et de servir ces aliments dans les hôpitaux, les établissements de soins de longue durée, les écoles et les garderies. Si nous cherchons à générer des revenus, ce n'est pas pour dégager un profit, mais plutôt pour moins dépendre du financement fédéral et poursuivre nos activités actuelles de lutte contre l'insécurité alimentaire dans la région désignée des Inuvialuit.

Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de présenter ces programmes utiles. Ce sera un plaisir de répondre à vos questions.

Le vice-président : Félicitations. Nous avons pu aller jusqu'au bout, et nous vous remercions de votre exposé. Avant de passer au prochain témoin, je vous signale que chacun a cinq

I will signal when you have one minute left by raising my right hand. It is just a caution that you are coming up against your time.

Mr. Pruim, the floor is now yours. You can proceed with your presentation.

Casey Pruim, Board Chair, BC Dairy: Good morning, chair and members of the committee. Thank you for the opportunity to appear today on behalf of BC Dairy. BC Dairy is the producer advocacy association representing more than 400 dairy farming families across the province of B.C.

Collectively, the industry supports over 12,500 jobs in British Columbia and contributes more than \$1.2 billion to the province's GDP. British Columbia offers a useful lens for your study on food security.

We are a province with strong agricultural capacity, but also with real vulnerabilities. We are geographically constrained, highly urbanized and heavily dependent on a small number of key production regions. That means food security in British Columbia is not an abstract concept. It comes down to whether we can continue to produce food locally, reliably and at scale in the face of growing pressures.

Today, I would like to focus on two areas where federal action can make a meaningful difference: flood infrastructure in the Sumas Prairie and continued support for supply management under CUSMA.

First is flood infrastructure. From a food security perspective, this is a national issue. Protecting core agricultural regions should be viewed in the same way as protecting major transportation or energy infrastructure.

The Sumas Prairie in Abbotsford, B.C., is one of the most productive agricultural regions in Canada. It is home to a significant share of our province's dairy production, as well as poultry, eggs, fruits and vegetables. It is a cornerstone of local food supply.

In November 2021, that entire region was inundated with flood waters after extreme rainfall caused the Nooksack River in Washington State to overflow and water to flow north into the Sumas Prairie. Farms were evacuated, animals were lost and critical infrastructure failed.

minutes. Je vous ferai signe en levant la main droite lorsqu'il vous restera une minute. C'est juste pour vous avertir que vous allez manquer de temps.

Monsieur Pruim, vous avez la parole. Vous pouvez commencer votre exposé.

Casey Pruim, président du conseil d'administration, BC Dairy : Bonjour, monsieur le président et honorables membres du comité. Je vous remercie de me donner l'occasion de comparaître au nom de BC Dairy, l'association qui défend les intérêts des plus de 400 familles de producteurs laitiers de la Colombie-Britannique.

Collectivement, l'industrie soutient plus de 12 500 emplois en Colombie-Britannique et apporte plus de 1,2 milliard de dollars au PIB de la province. La Colombie-Britannique peut faire valoir un point de vue utile pour votre étude de la sécurité alimentaire.

Notre province a une forte capacité de production agricole, mais elle est aussi très vulnérable, asservie qu'elle est à des contraintes géographiques, à une forte urbanisation et à une étroite dépendance à l'égard d'un petit nombre de régions clés de production. Cela signifie que la sécurité alimentaire en Colombie-Britannique n'est pas une notion abstraite. Il s'agit de savoir si nous pouvons continuer à produire des aliments localement, de façon fiable et à grande échelle face à des pressions croissantes.

Aujourd'hui, je mettrai l'accent sur deux aspects pour lesquels les mesures fédérales peuvent avoir un effet déterminant, soit l'infrastructure de protection contre les inondations dans la région de Sumas Prairie et le maintien de la gestion de l'offre dans le cadre de l'ACEUM.

Il y a d'abord l'infrastructure de lutte contre les inondations. Du point de vue de la sécurité alimentaire, c'est une question d'ordre national. La protection des principales régions agricoles devrait être abordée de la même façon que celle des grandes infrastructures de transport ou d'énergie.

La région de Sumas Prairie à Abbotsford, en Colombie-Britannique, est l'une des régions agricoles les plus productives du Canada. On y trouve une part importante de la production laitière de notre province, ainsi que des productions avicole, ovicole, fruitière et maraîchère. C'est un pilier de l'approvisionnement alimentaire local.

En novembre 2021, toute la région a été inondée par les eaux de crue après que des pluies extrêmes eurent fait déborder la Nooksack dans l'État de Washington et que l'eau se fut déversée vers le nord, dans la région de Sumas Prairie. Les fermes ont été évacuées, des animaux ont disparu et l'infrastructure essentielle a flanché.

The economic damage was severe. The flooding inundated more than 15,000 hectares, affecting over 1,000 farms and 2.5 million livestock, causing \$4.7 billion in property damage and disrupting key transportation routes for domestic and export goods. But more importantly, it exposed a structural risk to our food system. If we lose Sumas Prairie, even temporarily, we lose a meaningful portion of our local food production capacity.

Since that event, important work has been done by the province and local governments. However, the scale of the challenge exceeds what can reasonably be addressed at the local or provincial levels alone.

Climate change is increasing the frequency and severity of extreme weather events. The infrastructure protecting Sumas Prairie was not designed for these new realities. This was all too evident by the most recent round of flooding the region experienced this past winter in December 2025. This new flood event has reignited advocacy efforts of the local municipality, farmers and business owners.

There is a clear role for the federal government to partner in long-term, resilient flood mitigation infrastructure. This includes dike upgrades, pump capacity and watershed-level planning.

Investing in this now is significantly more cost-effective than repeated disaster recovery. More importantly, it ensures that we maintain domestic production capacity in a region that Canadians rely on.

That's why we support the resolution from the Canadian Federation of Agriculture advocating for the recapitalization of the Disaster Mitigation and Adaptation Fund and the launch of a new intake of applications from local governments for eligible infrastructure projects. We can't risk putting this off for another generation. We need significant investment in this region now to safeguard our future food supply.

Our second issue is supply management and CUSMA. Food security is not only about physical infrastructure; it is also about the economic systems that allow farmers to continue producing food. Canada's supply management system provides stability for dairy, poultry and egg producers. It aligns production with domestic demand, ensures predictable farm income and supports consistent, high-quality food supply for consumers.

Les dommages économiques ont été graves. L'inondation a inondé plus de 15 000 hectares, touchant plus de 1 000 exploitations et 2,5 millions d'animaux d'élevage, causant des dommages matériels de 4,7 milliards de dollars et perturbant les principales voies de transport pour les biens destinés au marché canadien et à l'exportation. Mais, plus important encore, elle a exposé notre système alimentaire à un risque structurel. Si nous perdons Sumas Prairie, même temporairement, nous perdons une partie importante de notre capacité de production alimentaire locale.

Depuis, la province et les administrations locales ont accompli un travail important. Toutefois, l'ampleur du défi dépasse ce qui peut raisonnablement se régler au niveau local ou provincial seulement.

Les changements climatiques augmentent la fréquence et la gravité des phénomènes météorologiques extrêmes. L'infrastructure qui protège Sumas Prairie n'a pas été conçue pour ces nouvelles réalités. Cela n'a été que trop évident lors de la dernière série d'inondations dans la région l'hiver dernier, en décembre 2025. Elle a ravivé les efforts de défense des intérêts de la municipalité locale, des agriculteurs et des propriétaires d'entreprise.

Le gouvernement fédéral a clairement un rôle à jouer en tant que partenaire pour la mise en place d'une infrastructure résiliente et durable d'atténuation des inondations. Cela comprend l'amélioration des digues, la capacité de pompage et la planification au niveau du bassin versant.

Il est beaucoup plus rentable d'investir dans ces préparatifs dès maintenant plutôt que dans des mesures de rétablissement après des sinistres répétés. Plus important encore, cela permettrait de maintenir la capacité de production nationale dans une région sur laquelle les Canadiens comptent.

C'est pourquoi nous appuyons la résolution de la Fédération canadienne de l'agriculture préconisant la recapitalisation du Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes, et le lancement d'un nouvel appel de propositions des administrations locales pour les projets d'infrastructure admissibles. Nous ne pouvons pas prendre le risque de reporter ce travail à une autre génération. Nous avons besoin d'investissements importants dans cette région dès maintenant si nous voulons protéger notre approvisionnement alimentaire futur.

Notre deuxième enjeu est la gestion de l'offre et l'ACEUM. La sécurité alimentaire ne concerne pas seulement l'infrastructure physique, mais aussi les systèmes économiques qui permettent aux agriculteurs de continuer à produire. Le système de gestion de l'offre du Canada assure la stabilité pour les producteurs de lait, de volaille et d'œufs. Il harmonise la production avec la demande intérieure, assure un revenu agricole prévisible et soutient un approvisionnement alimentaire constant et de grande qualité pour les consommateurs.

In British Columbia, this stability is particularly important. Our cost structures are higher, our land base is limited and our proximity to the United States creates constant competitive pressure. Supply management allows farmers to invest, plan and adapt to challenges like climate change and labour shortages. Without that stability, we would see reduced domestic production and increased reliance on imports.

Under CUSMA, Canada made significant concessions that increased foreign access to our dairy market. While these were part of a broader trade agreement, they have had real impacts on producers. If we continue to erode supply management through trade negotiations, we will weaken one of the most effective tools we have for maintaining domestic food production. From a food security perspective, that is a risk.

We encourage the federal government to continue fully defending supply management in any future trade negotiations, with no further market access concessions.

To conclude, food security in Canada depends on both physical resilience and policy stability. In British Columbia, that means protecting critical agricultural regions, like the Sumas Prairie, from climate-related risks, and maintaining systems like supply management that enable farmers to keep producing.

These are practical, achievable areas where federal leadership can have a direct and lasting impact. Thank you. I look forward to your questions.

The Deputy Chair: Thank you, Mr. Pruijm. Mr. Schmitz, you can proceed.

Stefan Schmitz, Executive Director, Global Crop Diversity Trust: Thank you, chair and honourable senators, for the opportunity to appear before you today.

I am pleased to contribute to this important discussion on food security in Canada.

I represent the Global Crop Diversity Trust, an international, non-profit organization located in Bonn, Germany, dedicated to safeguarding crop diversity, forever, and is also known as Crop Trust. This diversity is conserved as seeds and other genetic matter in gene banks around the world. Seeds contain the traits plant breeders and researchers need to develop crops for heat, drought, flooding, emerging pests and new diseases. Access to crop diversity contributes to agricultural innovation in Canada and around the world.

En Colombie-Britannique, cette stabilité est particulièrement importante. Nos structures de coûts sont plus élevées, notre territoire est limité et notre proximité avec les États-Unis crée une pression concurrentielle constante. La gestion de l'offre permet aux agriculteurs d'investir, de planifier et de s'adapter à des défis comme les changements climatiques et les pénuries de main-d'œuvre. Sans cette stabilité, la production intérieure diminuerait et la dépendance à l'égard des importations augmenterait.

Pour conclure l'ACEUM, le Canada a fait d'importantes concessions qui ont élargi l'accès à notre marché des produits laitiers. Ces concessions s'inséraient dans un accord commercial plus vaste, il est vrai, mais elles ont eu des répercussions réelles sur les producteurs. Si nous continuons d'éroder la gestion de l'offre dans les négociations commerciales, nous affaiblirons un des outils les plus efficaces dont nous disposons pour maintenir la production alimentaire au Canada. Du point de vue de la sécurité alimentaire, c'est un risque.

Nous encourageons le gouvernement fédéral à continuer de défendre pleinement la gestion de l'offre dans toute négociation commerciale future, sans plus de concessions en matière d'accès aux marchés.

Je conclus. La sécurité alimentaire au Canada dépend à la fois de la résilience sur le terrain et de la stabilité des politiques. En Colombie-Britannique, cela signifie qu'il faut protéger les régions agricoles critiques, comme celle de Sumas Prairie, contre les risques liés au climat et maintenir des systèmes comme la gestion de l'offre qui permettent aux agriculteurs de continuer à produire.

Il s'agit là de mesures pratiques et réalisables pour lesquelles le leadership fédéral peut avoir un impact direct et durable. Merci. Je serai heureux de répondre à vos questions.

Le vice-président : Merci, monsieur Pruijm. Monsieur Schmitz, vous avez la parole.

Stefan Schmitz, directeur général, Global Crop Diversity Trust : Je vous remercie, monsieur le président et honorables sénateurs, de me donner l'occasion de comparaître.

Je suis heureux de contribuer à cette importante discussion sur la sécurité alimentaire au Canada.

Je représente le Global Crop Diversity Trust, une organisation internationale à but non lucratif dont le siège est situé à Bonn, en Allemagne. Il se consacre à la protection à perpétuité de la diversité des cultures. Il est aussi connu sous le nom de Crop Trust. Cette diversité est conservée sous forme de semences et d'autre matériel génétique dans les banques de gènes du monde entier. Les semences recèlent les caractéristiques dont les phytogénéticiens et les chercheurs ont besoin pour développer des variétés capables de résister à la chaleur, à la sécheresse, aux

As growing conditions change, crop diversity from drier regions is increasingly valuable. Even in Canada, growing regions are shifting. For example, crops like maize and soybeans are now expanded to Western Canada. Millets, quinoa and buckwheat offer new opportunities to diversify. This depends on access to crop diversity from around the world.

Crop diversity supports food security for Indigenous communities, who need their crops to perform well even in unpredictable weather and environmental conditions. Cultivating minor crops and byproducts, both for taste and tradition, is not only culturally appropriate but also reduces dependence on major crops and imports.

The Canadian people already benefit from access to crop diversity. Two thirds of wheat grown by Canadian farmers can be traced back to material developed by the International Maize and Wheat Improvement Center, or CIMMYT, and Canadian lentil breeders use materials from the International Center for Agricultural Research in the Dry Areas, ICARDA.

These centres are part of the CGIAR, the world's largest agricultural research partnership. The Crop Trust provides in-perpetuity support to their international genebanks.

Between 2020 and 2024, Canadian institutions requested over 4,000 seed samples from CGIAR genebanks. This demonstrates the extent to which Canada utilizes international collections and contributes to international cooperation. Canada also contributes to this system. Canadian genebanks have shared nearly 130,000 seed and plant samples through the multilateral system of the International Treaty on Plant Genetic Resources for Food and Agriculture. The global framework for exchanging plant genetic resources under which the Crop Trust operates. Canada's genebanks are helping secure the future of food at home and around the world.

The Crop Trust ensures this global system works and works well. Our Crop Diversity Endowment Fund provides stable, long-term funding to key genebanks. We strengthen the global genebank system through services like quality management system training, data management platforms, and the Genebank Academy to support the next generation of plant scientists. We partner with Norway and NordGen to manage the Svalbard Global Seed Vault located in an Arctic archipelago, the world's

inondations, aux parasites émergents et aux nouvelles maladies. L'accès à la diversité des cultures contribue à l'innovation agricole au Canada et partout dans le monde.

À mesure que les conditions de culture changent, la diversité des plantes provenant des régions sèches est de plus en plus précieuse. Même au Canada, les régions favorables à la culture se déplacent. Par exemple, des cultures comme le maïs et le soja s'étendent maintenant vers l'Ouest du Canada. Le millet, le quinoa et le sarrasin offrent de nouvelles possibilités de diversification. Cela dépend de l'accès à la diversité des plantes du monde entier.

La diversité des cultures favorise la sécurité alimentaire pour les communautés autochtones, qui ont besoin de leurs cultures pour bien fonctionner même dans des conditions météorologiques et environnementales imprévisibles. Les cultures mineures, avec leurs sous-produits, tant pour le goût que pour les traditions, sont non seulement culturellement appropriées, mais elles réduisent aussi la dépendance à l'égard des grandes cultures et des importations.

Les Canadiens peuvent déjà profiter de l'accès à des cultures diversifiées. Les deux tiers du blé cultivé par les agriculteurs canadiens remontent à ce qui a été mis au point par le Centre international d'amélioration du maïs et du blé, et les sélectionneurs de lentilles canadiens utilisent le matériel du Centre international de recherches agricoles dans les régions sèches, l'ICARDA.

Ces centres font partie du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, le GCRAI, qui est le plus grand partenariat de recherche agricole au monde. Le Crop Trust offre un soutien à perpétuité à ses banques de gènes internationales.

Entre 2020 et 2024, les établissements canadiens ont demandé plus de 4 000 échantillons de semences aux banques de gènes du GCRAI, ce qui montre à quel point le Canada utilise les collections internationales et contribue à la coopération internationale. Le Canada contribue également à ce système. Les banques de gènes canadiennes ont donné près de 130 000 échantillons de semences et de plantes dans le cadre du système multilatéral du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Il s'agit du cadre mondial régissant l'échange de ressources phytogénétiques dans lequel le Crop Trust déploie son action. Les banques de gènes du Canada contribuent à assurer l'avenir de l'alimentation tant chez nous que dans le reste du monde.

Le Crop Trust veille au bon fonctionnement de ce système mondial. Notre Fonds de dotation pour la diversité des cultures offre un financement stable et à long terme aux principales banques de gènes. Nous renforçons le système mondial de banques de gènes grâce à des services comme la formation portant sur les systèmes de gestion de la qualité, les plateformes de gestion des données et la Genebank Academy pour soutenir la prochaine génération de phytologues. Nous travaillons en

ultimate backup facility. It safeguards 1.5 million samples, of which nearly 35,000 samples have been deposited by Plant Gene Resources of Canada.

Together with our partners, we ensure that the crop diversity needed for resilient agriculture remains safe, accessible and available for use. But now, this effort requires more collaborators, more contributors and more champions.

Safeguarding crop diversity is one of the most effective and efficient actions any country can take to protect its food security. We encourage this committee to recognize crop diversity as a driving force for food security and champion the conservation of this valuable resource in Canada's genebanks and across the global system.

Thank you.

The Deputy Chair: Thank you, Mr. Schmitz. Well done and delivered on time. Mr. Scheffel, you are here in person. We will let you give your presentation.

Michael Scheffel, Managing Director, Policy and Standards, Canadian Seed Growers' Association: Thank you, chair and members of the committee, for the invitation to contribute to your study on food security.

My name is Michael Scheffel. I am the Managing Director of Policy and Standards at the Canadian Seed Growers' Association, or CSGA.

CSGA is Canada's national seed crop certification authority. For more than 100 years, CSGA has worked with the Government of Canada to deliver a national seed certification program. Under the Seeds Act, our mandate is to set standards and deliver a national program of seed crop certification, which we do for the benefit of Canadian agriculture. We are a member-based, non-partisan organization, not a lobby group, and we have built a system that farmers can trust.

Our task, day in and day out, is to ensure confidence in the services we provide to certify the identity and purity of pedigreed seed crops, the start of the food chain. When a farmer buys certified seed, they know they are getting the variety, the purity and the quality they paid for.

partenariat avec la Norvège et NordGen pour gérer la Réserve mondiale de semences du Svalbard située dans un archipel arctique, l'installation de secours par excellence au monde. Il protège 1,5 million d'échantillons, dont près de 35 000 ont été déposés par les Ressources phytogénétiques du Canada.

De concert avec nos partenaires, nous veillons à ce que soient assurées la sécurité, l'accessibilité et la disponibilité de la diversité des cultures nécessaires à une agriculture résiliente. Mais maintenant, cet effort nécessite plus de collaborateurs, plus de contributeurs et plus de champions.

La sauvegarde de la diversité des cultures est l'une des mesures les plus efficaces et efficientes qu'un pays peut prendre pour protéger sa sécurité alimentaire. Nous encourageons le comité à reconnaître que la diversité des cultures est un facteur de sécurité alimentaire et à se faire le champion de la conservation de cette précieuse ressource dans les banques de gènes du Canada et dans l'ensemble du réseau mondial.

Merci.

Le vice-président : Merci, monsieur Schmitz. Voilà qui est bien fait et respecte les limites de temps. Monsieur Scheffel, vous êtes ici en personne. Veuillez présenter votre exposé.

Michael Scheffel, administrateur gestionnaire, Politiques et normes, Association canadienne des producteurs de semences : Merci, monsieur le président et honorables membres du comité, de m'avoir invité à contribuer à votre étude sur la sécurité alimentaire.

Je m'appelle Michael Scheffel. Je suis administrateur gestionnaire chargé des politiques et des normes de l'Association canadienne des producteurs de semences, ou ACPS.

L'association est l'autorité nationale de certification des cultures de semences du Canada. Depuis plus de 100 ans, elle collabore avec le gouvernement du Canada pour offrir un programme national de certification des semences. La Loi sur les semences lui donne comme mandat d'établir des normes et de mettre en œuvre un programme national de certification des cultures de semences, ce que nous faisons dans l'intérêt de l'agriculture canadienne. Nous sommes une organisation dénuée de tout esprit de parti qui s'appuie sur ses membres, pas un groupe de pression, et nous avons bâti un système auquel les agriculteurs peuvent faire confiance.

Notre tâche, jour après jour, est d'assurer la confiance dans les services que nous fournissons pour certifier l'identité et la pureté des cultures de semences contrôlées, le début de la chaîne alimentaire. Lorsqu'un agriculteur achète des semences certifiées, il sait qu'il obtient la variété, la pureté et la qualité pour lesquelles il a payé.

And 9 out of 10 bites of food start with seed. From the wheat used to make bread to the hay and silage that feed cattle to the vegetable oils used in cooking, it all starts with seed. If we care about food security, we need to ensure our seed system is innovative, resilient and trusted.

Each year, CSGA certifies seed crops of roughly 70 different crop kinds. That includes major crops like wheat, canola, corn and soybeans, as well as smaller acreage crops that are important for crop rotations, specialty markets, local economies and climate resilience. Our role is to make sure all these crops benefit from clear, science-based standards and an efficient regulatory environment.

There are two issues in front of us right now that will shape the future of Canada's seed system and our food security: seed regulatory modernization and the future of plant breeding at Agriculture and Agri-Food Canada, or AAFC,

First, regarding seed regulatory modernization, the Canadian Food Inspection Agency, or CFIA, initiated this process in 2020 and is now developing proposed revisions to the Seeds Regulations for publication in the *Canada Gazette* later this year. This will provide a blueprint for change. We need a modern, agile seed regulatory framework that simplifies requirements yet still protects farmers and the public interest. We need tools like incorporation by reference, and a model where CFIA delegates the administration of the seed certification program to CSGA, which would allow standards to be updated more quickly, reduce red tape and let CFIA focus its resources on oversight and compliance, rather than the day-to-day administration of the regulatory program.

Second, the future of plant breeding at AAFC. AAFC has signalled that it wants to move away from finishing varieties and focus more on upstream research. If that shift happens without a clear transition plan, it will create a gap in our innovation pipeline. The recently announced closures of facilities raised many concerns among a diverse group of stakeholders.

AAFC-bred wheat varieties are grown on millions of acres today, but AAFC also works on smaller acreage crops that hold little interest for the private sector. If we want Canadian varieties that are adapted to Canadian farms and ecosystems, and that support sustainable farming practices, public breeding must remain part of the equation. Otherwise, we risk becoming reliant

À la source de neuf bouchées de nourriture sur 10, on trouve des graines. Du blé utilisé pour faire le pain au foin et à l'ensilage servant à nourrir les bovins en passant par les huiles végétales utilisées en cuisine, tout commence par les semences. Si nous nous soucions de la sécurité alimentaire, nous devons veiller à ce que notre système de semences soit novateur, résilient et digne de confiance.

Chaque année, l'ACPS certifie des cultures de semences d'environ 70 types différents. Cela comprend les grandes cultures comme le blé, le canola, le maïs et le soja, ainsi que les cultures à plus petite superficie qui sont importantes pour la rotation des cultures, les marchés de spécialité, les économies locales et la résilience aux changements climatiques. Notre rôle est de veiller à ce que toutes ces cultures bénéficient de normes claires, fondées sur la science et d'un cadre réglementaire efficace.

Nous sommes actuellement saisis de deux enjeux qui façonneront l'avenir du système canadien des semences et de notre sécurité alimentaire, soit la modernisation de la réglementation sur les semences et l'avenir de l'obtention végétale à Agriculture et Agroalimentaire Canada, ou AAC.

Premièrement, en ce qui concerne la modernisation de la réglementation sur les semences, l'Agence canadienne d'inspection des aliments, l'ACIA, a lancé ce processus en 2020 et élabore actuellement un projet de révision du Règlement sur les semences pour publication dans la *Gazette du Canada* cette année. Cela fournira un plan directeur pour le changement. Nous avons besoin d'un cadre de réglementation des semences moderne et souple qui simplifie les exigences tout en protégeant les agriculteurs et l'intérêt public. Nous avons besoin d'outils comme l'incorporation par renvoi et d'un modèle dans lequel l'ACIA délègue l'administration du programme de certification des semences à l'ACPS, ce qui permettrait une mise à jour plus rapide des normes, allégerait les formalités administratives et laisserait l'ACIA concentrer ses ressources sur la surveillance et la conformité, plutôt que sur l'administration courante du programme de réglementation.

Deuxièmement, je veux parler de l'avenir de la sélection végétale à Agriculture et Agroalimentaire Canada, ou AAC. Le ministère a signifié son intention de délaissier les variétés finies pour miser davantage sur la recherche en amont. S'il va de l'avant sans plan de transition clair, cela créera un vide dans notre processus d'innovation. Les fermetures d'installations annoncées dernièrement soulèvent de vives préoccupations parmi une diversité de parties prenantes.

Aujourd'hui, les variétés de blé créées par AAC sont cultivées sur des millions d'acres, mais AAC travaille également sur des cultures à superficie plus réduite qui présentent peu d'intérêt pour le secteur privé. Si nous voulons des variétés canadiennes adaptées aux exploitations agricoles et aux écosystèmes canadiens, tout en favorisant des pratiques agricoles durables, la

on just a few large acreage crops or imported varieties that were not bred for our conditions with long-term consequences for productivity, sustainability and resilience.

Farmers have invested tens of millions of dollars in AAFC's germplasm development through royalty payments on certified seed purchases and check-off dollars on their grain production. They deserve meaningful consultation on any change in AAFC's role and clarity as to how plant breeding innovation will be translated into market-ready, commercial varieties if AAFC steps back.

In closing, seeds of innovative new varieties improve the sustainability of crop production and the profitability and competitiveness of Canadian farmers, ultimately contributing to food security. Getting seed regulatory modernization right and securing a strong, long-term role for public plant breeding are two concrete ways we can protect the foundation of Canada's crop production system and contribute to food security for both Canada and the world.

Thank you for the opportunity to appear before you today. I would be pleased to answer any questions.

The Deputy Chair: Thank you to all the presenters. We will now proceed to questions from senators. Senators, I remind you that you have five minutes for your question or questions and that includes the answer.

Senator McBean: I will start with BC Dairy. How can the federal government support dairy producers in maintaining affordability for consumers while managing rising input costs?

Mr. Pruim: Thank you for the question. I would say the biggest way would be to continue to support our supply-managed system, where we have predictability in the market and are able to match supply to demand. In that way, we can control our costs. There are obviously other outliers as far as fuel and feed, but that would be the main way — with continued pressure from the United States through trade agreements — just the uncertainty and desired access to the Canadian market with incomparable products, labour advantages and things like that.

That would be the biggest way the government could support that.

Senator McBean: With four witnesses, I have so many questions. I have to sort my brain and my notes.

sélection publique doit faire partie de l'équation. Autrement, nous risquons de devenir dépendants de quelques cultures à grande superficie ou de variétés importées qui ne sont pas adaptées à nos conditions, ce qui aura des conséquences à long terme sur la productivité, la durabilité et la résilience.

Les agriculteurs ont investi des dizaines de millions de dollars dans la mise au point du germoplasme d'AAC, sous forme de redevances sur l'achat de semences certifiées et de prélèvements sur leur production céréalière. Ils méritent donc d'être consultés sérieusement concernant toute modification du rôle d'AAC et d'obtenir des précisions sur la façon dont l'innovation en matière de sélection végétale se traduira en variétés commerciales prêtes pour le marché, si jamais AAC faisait marche arrière.

En terminant, les semences de nouvelles variétés novatrices améliorent la durabilité de la production agricole, ainsi que la rentabilité et la compétitivité des agriculteurs canadiens, ce qui contribue ultimement à la sécurité alimentaire. Moderniser la réglementation sur les semences et renforcer le rôle à long terme de la sélection végétale publique sont deux façons concrètes de protéger les fondements du système de production agricole canadien et de contribuer à la sécurité alimentaire tant pour le Canada que pour le reste du monde.

Je vous remercie de m'avoir invité à témoigner devant vous aujourd'hui et je répondrai volontiers à vos questions.

Le vice-président : Merci à tous nos témoins. Nous allons maintenant passer aux questions des sénateurs. Chers collègues, je vous rappelle que vous disposez de cinq minutes pour vos questions, incluant les réponses.

La sénatrice McBean : Je vais commencer par le représentant de BC Dairy. Comment le gouvernement fédéral peut-il aider les producteurs laitiers à maintenir des prix abordables pour les consommateurs, tout en gérant la hausse des coûts des intrants?

M. Pruim : Je vous remercie pour votre question. Je dirais que la meilleure façon est de continuer à soutenir notre système de gestion de l'offre, qui nous permet d'avoir une prévisibilité sur le marché et d'adapter l'offre à la demande. Nous pouvons ainsi exercer un contrôle sur nos coûts. Il y a évidemment des impondérables sur le plan du carburant et des aliments pour animaux, mais ce serait le principal moyen — compte tenu de la pression constante exercée par les États-Unis par le biais d'accords commerciaux — de dissiper l'incertitude et de garantir l'accès souhaité au marché canadien avec des produits incomparables, des avantages sur le plan de la main-d'œuvre et des choses du genre.

Ce serait là le meilleur soutien que le gouvernement pourrait offrir.

La sénatrice McBean : J'ai tellement de questions à poser à nos quatre témoins. Je dois faire un tri dans ma tête et mes notes.

Mr. Wade, thank you for your patience, for hanging out and getting through that. The third time is the charm there. How can federal programs better support infrastructure training and local food production, specifically with your two goals? I appreciated the two lanes that you have there with creating the food processing.

I am a little curious where that new processing plant is going to be and where it is in its development. But with respect to your two goals, how can federal programs help you out?

Mr. Wade: It is really unfortunate that infrastructure is such an easy target. It is easy to build a building, but the operation and maintenance behind it are where the gap is in the funding world, especially when you look at a social enterprise or preliminary business that cannot generate enough revenue for our operations.

But is you realizing the cultural differences — we talked about CFIA and the regulatory side of this. That is a very Western-forward way of thinking, where, for generations, Inuvik have taken it upon themselves for food safety — so doing a lot of lobbying on that recognition. If it is safe enough for me to serve my family, it should be safe enough to serve the general public.

The new processing facility is located in Inuvik and is replacing the existing facility we have that is extremely small and overused.

Senator McBean: You mentioned that every season — it is goose season in the spring and the fall — and all of the differences.

Having a processing plant in one spot, does that support people eating country foods across the region? It is amazing you have the two meat packs going into every house, but are hunters not just feeding their community in their community?

Mr. Wade: This allows it to look at food security from a regional perspective rather than an individual community perspective. Like many natural resources, populations fluctuate. When a resource is in abundance in a certain area and low in another community, we're able to offset that fluctuation.

Just being able to compensate the harvesters with rising costs on equipment, gas and assessing the land — we're able to compensate them for their time and efforts on the land, harvesting on our behalf. They are also meeting community and personal household needs while out there. This is not strictly a

Monsieur Wade, je vous remercie d'avoir patiemment attendu avant de pouvoir enfin témoigner. La troisième fois est la bonne. Comment les programmes fédéraux peuvent-ils mieux soutenir la formation en matière d'infrastructures et la production alimentaire locale, particulièrement au regard de vos deux objectifs? J'ai bien aimé les deux projets que vous avez lancés chez vous pour assurer la transformation alimentaire.

Je suis curieuse de savoir où sera implantée cette nouvelle usine de transformation et où vous en êtes rendus dans son développement. Je veux surtout savoir comment les programmes fédéraux peuvent vous aider à atteindre de vos deux objectifs.

M. Wade : La mise en place de l'infrastructure n'est malheureusement pas un objectif facile à atteindre. C'est facile de construire une installation, mais le problème, c'est le manque de financement pour en assurer le fonctionnement et l'entretien, surtout quand il s'agit d'une entreprise sociale ou d'une entreprise en démarrage qui ne peut générer suffisamment de revenus pour nos activités.

Vous devez comprendre les différences culturelles — nous avons parlé de l'ACIA et de la réglementation qui régit tout ça. C'est un mode de pensée très occidental, alors que pendant des générations, la ville d'Inuvik s'est donné pour mission de garantir la salubrité des aliments et a entrepris beaucoup de démarches pour obtenir cette reconnaissance. Si les aliments sont suffisamment sûrs pour que je les serve à ma famille, ils devraient aussi l'être pour la population en général.

La nouvelle usine de transformation alimentaire est située à Inuvik et remplace l'installation actuelle, qui est extrêmement petite et surutilisée.

La sénatrice McBean : Vous avez dit que chaque saison avait ses particularités. Le printemps et l'automne, c'est la saison des oies.

Le fait d'avoir une usine de transformation sur place, est-il un moyen de fournir aux habitants de toute la région des aliments traditionnels? C'est incroyable que vous puissiez fournir deux paquets de viande à chaque foyer. Les chasseurs ne fournissent-ils pas de la nourriture seulement à leur groupe au sein de leur communauté?

M. Wade : L'usine nous permet d'assurer la sécurité alimentaire à l'échelle régionale, plutôt qu'à celle d'une communauté. Comme c'est le cas pour beaucoup de ressources naturelles, les populations fluctuent également. Quand une ressource est abondante à un endroit et plus rare ailleurs, nous sommes alors en mesure de compenser cette fluctuation.

En étant en mesure d'indemniser les chasseurs pour la hausse des coûts liés à l'équipement, au gaz et à l'accès aux terres, nous pouvons les dédommager pour le temps et les efforts qu'ils consacrent sur le terrain pour chasser pour nous. Ils répondent également aux besoins de la communauté et des ménages quand

revenue-generating endeavour. They are out there harvesting anyway, so we are asking that what they catch in abundance or what they are not going to use for their personal needs — to give that to our processing facility so we can distribute it regionally.

Senator McBean: Finally, 250 reindeer — how many meat packs will that end up being?

Mr. Wade: We do 1,200 meat packs that average about 20-25 pounds per household, but we will also be able to distribute to community events, regional events, Indigenous Day, Aboriginal Day and Inuvialuit Day — these celebrations — as well as donate to the local food banks, which we currently do, and the long-term care facilities, daycares and on-the-land activities, as well.

Senator McBean: I'm checking. At one point, you said that, right now, everyone is getting two meat packs — they are getting to 1,200 households. Then, later, you also said that, of the herd, which is now 6,000 — congratulations for growing that; that is quite great growth from 1,500 — from the 6,000 animals, 250 reindeer were harvested. Is that where the two meat packs for the 1,200 households came from?

Mr. Wade: That is a portion of it. We have many animals that we put in. It is a variety box. Reindeer is one of them, but it also includes moose, muskox, all fish and bird species, rabbits — anything that people harvest throughout the year will go into these meat packs.

Senator McBean: I love this job, because I get to be a curious person.

We have been talking about it a lot — the infrastructure of refrigeration, then, becomes quite important, because these 1,200 households need to have reliable refrigeration and freezing to keep this meat. Is that always a concern for everyone?

Mr. Wade: Yes. We bought community freezers for each community, not only to store our raw goods when we are procuring it but when we are sending our finished goods back to communities, as well. Then, it is dual-purpose: Communities use it to store community and personal harvests, as well. But O&M, once again, is a funny thing to navigate, so that has its challenges.

Senator McBean: What is a funny thing to navigate, sorry?

Mr. Wade: The operation and maintenance of them, O&M.

ils sont sur le terrain. Ce n'est pas strictement une activité génératrice de recettes. Ils sont là pour chasser de toute façon, nous leur demandons donc de prélever une abondance de bêtes ou de donner à notre usine de transformation les prises qui ne serviront pas à combler leurs besoins personnels afin que nous puissions les distribuer aux communautés de la région.

La sénatrice McBean : En terminant, 250 rennes, cela représente combien de paquets de viande?

M. Wade : Nous produisons 1 200 paquets de viande, soit environ 20 à 25 livres par ménage, mais nous serons également en mesure d'en distribuer à l'occasion d'événements communautaires, d'activités régionales, de célébrations comme la Journée nationale des peuples autochtones et la Journée des Inuvialuit. Nous pourrions aussi faire des dons aux banques alimentaires locales, ce que nous faisons déjà, et aux établissements de soins de longue durée, aux garderies et aux programmes d'activités dans la nature.

La sénatrice McBean : En relisant mes notes, je vois que vous avez dit que tout le monde reçoit actuellement deux paquets de viande, soit 1 200 ménages. Vous avez aussi dit avoir prélevé 250 rennes à même votre troupeau, qui compte maintenant 6 000 bêtes comparativement à 1 500. Je vous félicite d'ailleurs pour cette forte croissance. Les deux paquets de viande distribués aux 1 200 ménages provenaient-ils de cette récolte?

M. Wade : En partie. La viande provient d'une diversité de bêtes. Les rennes en font partie, mais il y a aussi de l'orignal, du bœuf musqué, toutes les espèces de poissons et d'oiseaux, des lapins, en fait toutes les espèces que les habitants chassent durant l'année se retrouvent dans les paquets de viande.

La sénatrice McBean : J'adore ce travail parce qu'il attise ma curiosité.

Nous avons beaucoup parlé de l'infrastructure de réfrigération qui devient essentielle parce que ces 1 200 ménages ont besoin d'un système de réfrigération et de congélation fiable pour conserver leur viande. Est-ce toujours une préoccupation pour tout le monde?

M. Wade : Oui. Nous avons acheté des congélateurs communautaires pour chaque collectivité, non seulement pour y entreposer la viande crue que nous obtenons, mais aussi les produits finis que nous retournons aux communautés. Ils ont un double usage : les communautés s'en servent aussi pour stocker leurs récoltes communautaires et personnelles. Mais comme je l'ai dit, le système de F et E est assez complexe et comporte son lot de défis.

La sénatrice McBean : Désolée, je n'ai pas compris de quel système vous parlez.

M. Wade : Le système de fonctionnement et d'entretien, F et E.

Senator McBean: Owning them. Thank you. Yes, sorry.

Senator Muggli: I also have questions for everyone, so I might need another round, but I will start with our witnesses from whom we have not heard yet. I will start with Mr. Schmitz. *Willkommen* to you from someone who grew up in a town called Munster, Saskatchewan.

My questions for you — are there particular academic institutions you work with in Canada? I am wondering — I will ask both questions at the same time: What further investment is needed to continue this work, and what would you identify as being the key risks to challenging this work?

Mr. Schmitz: Yes, and *Guten Tag*. Thank you very much. It is a good question.

There are various institutions we are working with. Two that immediately come to my mind is the University of British Columbia in Vancouver and the University of Saskatchewan in Saskatoon that is somehow linked to your national genebank infrastructure. Those are our main peer-partner institutions in Canada.

Of course, we would love to have this growing. I can assure you we are currently in a process where we try to reach out to more partners. Canada is currently one of our focal countries with which we would like to intensify our cooperation.

I would support this Canadian endeavour as well as the global endeavour in many different ways. Let me pick one that is purely technical and another one that is more political and financial.

The technical one that immediately comes to my mind is that there is a now-established global standard of a genebank information system that has been developed and is operated and disseminated by the Crop Trust. Most industrialized countries and many countries of the Global South — international organizations and so on — have adopted that information system. That is kind of the platform that makes it possible for all genebanks around the world to collaborate with breeders and researchers, so that, all over the world, they know what kinds of genetic traits they can find.

Canada's 15 genebanks are registered at FAO currently, with the one in Saskatchewan being kind of the hub in the hub-and-spoke system.

They have expressed interest in also migrating to the state-of-the-art system. We are still waiting for that, and if there is a little bit of political support, that could probably help to raise the

La sénatrice McBean : Elles en sont propriétaires. Merci, je comprends, désolée.

La sénatrice Muggli : Comme j'ai moi aussi des questions à poser à tous les témoins, j'aurai sans doute besoin d'un deuxième tour. Je vais commencer par les témoins que nous n'avons pas encore entendus, d'abord par M. Schmitz. *Willkommen* de la part d'une personne qui a grandi dans une ville appelée Munster, en Saskatchewan.

Voici ma question. Collaborez-vous avec des établissements d'enseignement canadiens? Je vais poser deux questions en rafale : quels sont les investissements requis pour poursuivre votre travail et quels seraient, à votre avis, les principaux risques causés à une remise en question de ce travail?

M. Schmitz : *Guten Tag*. Merci beaucoup. C'est une bonne question.

Nous collaborons avec divers établissements. Il y en a deux qui me viennent immédiatement à l'esprit, soit l'Université de la Colombie-Britannique, à Vancouver, et l'Université de la Saskatchewan, à Saskatoon, qui est associée à votre banque nationale de gènes. Ce sont nos principaux partenaires au Canada.

Nous aimerions évidemment en avoir davantage. Nous avons d'ailleurs amorcé des démarches pour trouver de nouveaux partenaires. Le Canada est l'un des pays avec lesquels nous cherchons à intensifier notre coopération.

Je soutiens cette initiative canadienne ainsi que l'initiative mondiale de bien des façons. Permettez-moi de vous en décrire deux, l'une purement technique et l'autre, d'ordre plus stratégique et financier.

Si la solution technique me vient immédiatement à l'esprit, c'est parce qu'il existe une norme mondiale bien établie relative à un système d'information sur la banque de gènes, mis au point et exploité par le Crop Trust, qui diffuse l'information. La plupart des pays industrialisés et de nombreux pays du Sud — des organisations internationales, entre autres — ont adopté ce système d'information. C'est pour ainsi dire la plateforme qui permet à toutes les banques de gènes du monde de collaborer avec des phytogénéticiens et des chercheurs pour se tenir informées des types de caractéristiques génétiques qu'elles peuvent trouver partout dans le monde.

Les 15 banques de gènes du Canada sont actuellement enregistrées à la FAO, et celle de la Saskatchewan sert en quelque sorte de plaque tournante du système en étoile.

Ces banques ont aussi manifesté leur intérêt à migrer vers le système de pointe. Nous attendons toujours qu'elles le fassent. Un modeste soutien politique permettrait sans doute de rehausser

Canadian profile of that and on this IT level make Canada a full member of this international community.

Moving on to the International Treaty on Plant Genetic Resources for Food and Agriculture, it is always helpful if the issue of ex-situ conservation, the conservation in gene banks and the free access and benefit sharing of that material have political supporters and if more countries in those treaty negotiations that take place every other year stand up and speak in favour of the importance of ex-situ conservation, I would say the better.

Last but not least, the crop trust. We are fully dependent on contributions from various countries. Our endowment fund has accumulated to a market value of \$400 million U.S. This is half of the amount we need to fulfill our mandate completely.

Canada has supported \$9 million, many as operational contributions years back in 2012. Of course, this is also my duty to say, as a fundraiser, we always welcome contributions from our partner countries like Canada and other G7 and G20 countries. Thank you very much. I hope I answered your questions efficiently.

Senator Muggli: Yes, you did. Fascinating. *Danke*. I will go on second round.

Senator Burey: Thank you to our witnesses for being here and for sharing your expertise. I will start with Mr. Wade. Thank you so much again for continuing. The third time is the charm.

The interest in the reindeer herd is something that all of us really want to talk a little bit more about. I think the other part you wanted to talk about was the social enterprise part of it, which can lead to more food security in the North. Could you expand on that social enterprise and what it would take, that part of it?

Mr. Wade: Really, what we're trying to do is grow the herd to a sustainable size so that we can harvest large numbers off it, creating a retail market not only locally but territorially and across Inuit Nunangat — which represents the four Inuit regions across Canada — being able to create revenue which would continue operations.

I presented two programs to you that are both unique, but in a few years they will become one. They cannot exist without one another. The processing facility is there. The upgrades to the size and capacity of the facility will allow us to harvest more reindeer

le profil du Canada dans ce domaine et d'en faire un membre à part entière de la communauté internationale sur le plan des technologies de l'information.

En ce qui concerne le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, il serait utile que les enjeux liés à la conservation ex situ, la conservation dans des banques de gènes, ainsi qu'au libre accès à ce matériel et au partage des avantages qu'il apporte, bénéficient d'un soutien politique. Ce qui serait encore mieux, ce serait que les pays participant aux négociations biennales sur les traités soient plus nombreux et reconnaissent l'importance de la conservation ex situ.

Mon dernier point et non le moindre, c'est le Crop Trust. Nous dépendons entièrement des contributions de divers pays. Notre fonds de dotation a atteint une valeur marchande de 400 millions de dollars américains. C'est la moitié du montant dont nous avons besoin pour nous acquitter pleinement de notre mandat.

En 2012, le Canada a versé 9 millions de dollars, dont une bonne partie sous forme de contributions opérationnelles. En ma qualité de collecteur de fonds, il est aussi de mon devoir de vous dire que nous sommes toujours heureux de recevoir les contributions de nos pays partenaires comme le Canada et d'autres pays du G7 et du G20. Merci beaucoup. J'espère avoir répondu efficacement à vos questions.

La sénatrice Muggli : Oui, vous l'avez fait, de manière très intéressante. *Danke*. Je poursuivrai au deuxième tour.

La sénatrice Burey : Je remercie nos témoins d'être venus partager leur expertise avec nous. Je vais commencer par M. Wade. Encore une fois, merci beaucoup d'avoir persisté. La troisième fois est la bonne.

Nous voulons tous en savoir un plus sur l'intérêt que suscite le troupeau de rennes. Je pense que vous vouliez aussi parler de la dimension entreprise sociale, qui peut accroître la sécurité alimentaire dans le Nord. Pouvez-vous donner plus de détail sur cette notion d'entreprise sociale et nous dire de quoi vous avez besoin pour la mettre en place?

M. Wade : En fait, notre objectif est d'accroître notre troupeau à une taille viable afin de pouvoir prélever un grand nombre de bêtes, ce qui nous permettrait de créer un marché de détail non seulement local, mais territorial, couvrant l'ensemble de l'Inuit Nunangat, qui se compose des quatre régions inuites du Canada. Nous serions alors en mesure de générer des revenus pour poursuivre nos activités.

Je vous ai présenté deux programmes distincts qui, dans quelques années, en formeront un seul. L'un ne peut exister sans l'autre. L'usine de transformation est déjà là. Les améliorations qui seront apportées à sa taille et à sa capacité nous permettront

and package it more professionally and distribute it across Canada.

To create that revenue so that we can continue to distribute country food meat packs to Inuvialuit households at no cost is essentially our ultimate goal; to keep the doors open and projects operational so that we can continue to deliver country food, which is the preferred food for Inuit.

Senator Burey: I want you to elaborate on the funding part of it, which was something you were getting at. What would that look like to make it more sustainable?

Mr. Wade: Yes. To cover operational costs, we have been heavily funded for the two years by CanNor for start-up costs to expand to bring on capacity, to build capacity and to cover all operational costs.

But much like CanNor, they are good at starting you off, but they discontinue when you become a certain size. I don't know of any business that can grow to a sustainable size in two years and become profitable and self-sustainable. Essentially what we're looking for is operational dollars. Like I told the committee, we entered a contribution agreement with Agriculture and Agri-food Canada to go from a local food security issue to a national agribusiness, but it has failed to recognize that operations still need to exist as we do that.

So both of these projects right now operate at \$1 million annually. When we look at investments from the federal government regarding food security, there are not a lot of grants out there that cover \$1 million annually for a specific program. That was my comment; when a project becomes a size where it is actually impactful to a region or a certain demographic, there aren't grants out there to support that right now.

Senator Burey: We heard from a number of witnesses that the middle part is missing. And if you needed more money, it would be easier to get, but that middle part is missing. Thank you for that.

Mr. Scheffel and Mr. Schmitz, thank you for being here. I was going as both of you, is there any integration with the two entities? I would like to try and figure that out in my mind if you could comment on that.

de prélever un plus grand nombre de rennes, de les conditionner de manière plus professionnelle et de les distribuer partout au Canada.

Notre objectif ultime est essentiellement de créer ces revenus afin de pouvoir continuer à distribuer gratuitement des paquets de viande traditionnelle aux ménages inuvialuit, de garder les portes ouvertes et de lancer des projets opérationnels pour pouvoir continuer à livrer des aliments traditionnels, la nourriture préférée des Inuits.

La sénatrice Burey : Vous étiez sur le point de nous parler du financement, pouvez-vous nous en dire davantage à ce sujet. De quoi avez-vous besoin pour en assurer la pérennité?

M. Wade : Volontiers. Pour nos frais de fonctionnement, nous avons obtenu ces deux dernières années un généreux financement de CanNor pour couvrir les frais de démarrage engagés pour renforcer nos capacités et payer l'ensemble de nos frais de fonctionnement.

Comme ceux fournis par CanNor, ces fonds nous aident à nous lancer en affaires, mais dès que notre entreprise prend un peu d'expansion, ils ne sont plus versés. Je ne connais aucune entreprise capable d'atteindre une taille viable en l'espace de deux ans et de devenir rentable et autonome. Ce que nous voulons avant tout, ce sont des fonds de fonctionnement. Comme je vous l'ai dit, nous avons conclu une entente de contribution avec Agriculture et Agroalimentaire Canada pour passer d'une initiative visant à assurer la sécurité alimentaire localement à un projet de création d'une entreprise agroalimentaire nationale, mais cette entente ne tient pas compte du fait que nous devons poursuivre nos activités pendant que nous travaillons à ce projet.

Pour ces deux projets, nous fonctionnons avec un budget annuel de 1 million de dollars. Quand on regarde les investissements du gouvernement fédéral dans la sécurité alimentaire, on constate qu'il n'existe pas beaucoup de subventions permettant de financer un programme spécifique à hauteur de 1 million de dollars par année. Voilà ce que je tenais à dire. Dès qu'un projet atteint un niveau de croissance tel qu'il peut avoir un impact réel sur une région ou un groupe démographique donné, il n'existe pour l'instant aucune subvention permettant de le soutenir.

La sénatrice Burey : Plusieurs témoins nous ont dit que ce qui fait défaut, c'est la partie du milieu. Si vous aviez besoin de plus d'argent, il serait plus facile d'obtenir des fonds, mais c'est le financement de la phase intermédiaire qui fait défaut. Je vous en remercie.

Monsieur Scheffel et monsieur Schmitz, je vous remercie d'être ici. Je m'adresse à vous deux. Y a-t-il une intégration avec vos deux entités? J'aimerais avoir votre point de vue à ce sujet.

Mr. Scheffel: Well, I could start and you can fill in the blanks later.

Not directly, I would say. The Canadian Seed Growers' Association does have a committee that reports to our board of directors that's called the Plant Breeders Committee.

Our Plant Breeders Committee is composed of plant breeders from both the public and private sector here in Canada. They provide advice to our board and to our Regulatory Services Committee on different aspects pertaining to the genetics and production of breeder seed of different varieties.

Recently we did have a Plant Breeders Committee to which we invited the Canadian, who is leading the discussions on the treaty that was spoken about, Axel. You may know Axel quite well. He was recently in Peru, I believe, where the last meeting of the International Treaty on Plant Genetic Resources for Food and Agriculture was being held.

We had a session where Axel came to talk to our Plant Breeders Committee. The plant breeders were able to ask him questions to verify and confirm some of the conditions around the proposals for trying to generate some more revenue for the international system by commercial plant breeders to pay into that system when they find some genetics that was worthwhile for them to develop commercial varieties.

Senator Burey: Thank you.

Mr. Schmitz: Yes, I will try to make it short.

Of course, I also know Axel very well. There are many indirect contacts like you. Mr. Scheffel, in your introductory statement, you highlighted you are working on the big staple crops more as well as more also minor crops for crop rotation, niche markets and specific ecological zones, so the whole spectrum.

But to do this, plant breeders need that gene pool, and therefore, it is extremely important to keep that. For that reason, we are now very deeply engaged with the International Seed Federation, which has an upcoming, annual meeting in Lisbon. As well, I just came back from a trip to Washington, D.C., where I met the American Seed Trade Association.

As I said before, we are looking forward to deepening our cooperation with Canadian partners in particular, and it was a great opportunity now to meet you here, Mr. Scheffel, at least virtually. My next trip to Canada, be assured that I will knock on your door to have a personal conversation. Thank you.

M. Scheffel : Je peux commencer et vous pourrez ensuite compléter.

Je dirais qu'il n'y a pas d'intégration directe. L'Association canadienne des producteurs de semences a un comité qui relève de notre conseil d'administration. C'est le comité des producteurs de semences.

Ce comité se compose de producteurs de semences des secteurs public et privé du Canada. Ses membres fournissent des conseils à notre conseil d'administration et à notre comité des services de réglementation sur différents aspects liés à la génétique et à la production de semences de diverses variétés.

À une récente réunion du comité des producteurs de semences, nous avons invité Axel, le Canadien qui dirige les discussions sur le traité dont nous avons parlé. Vous connaissez peut-être très bien Axel. Il est récemment allé au Pérou où a eu lieu la dernière réunion du Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.

Nous avons eu une séance au cours de laquelle Axel s'est entretenu avec les membres de notre comité des producteurs de semences. Ces derniers ont pu lui poser des questions pour vérifier et confirmer certaines des conditions liées aux propositions visant à accroître les revenus pour le système international en demandant aux producteurs de semences commerciales de contribuer financièrement à ce système lorsqu'ils trouvent des caractéristiques génétiques qu'ils leur ont été utiles pour développer des variétés commerciales.

La sénatrice Burey : Je vous remercie.

M. Schmitz : Je vais essayer d'être bref.

Je connais très bien Axel, évidemment. Nous avons beaucoup de contacts indirects avec des organismes comme le vôtre. Monsieur Scheffel, dans votre déclaration préliminaire, vous avez fait remarquer que vous travaillez sur les grandes cultures de base et également sur des cultures en petites superficies pour la rotation des cultures, les marchés spécialisés et certaines zones écologiques, sur tout le spectre en fait.

Mais pour faire cela, les phytogénéticiens ont besoin de la réserve génétique; il est donc extrêmement important de la conserver. C'est pour cette raison que nous collaborons très étroitement avec la Fédération internationale des semences qui tiendra sa prochaine réunion annuelle à Lisbonne. Par ailleurs, je rentre tout juste de Washington, où j'ai rencontré des représentants de l'American Seed Trade Association.

Comme je l'ai déjà dit, nous avons hâte d'approfondir notre coopération avec nos partenaires canadiens en particulier. Je suis ravi d'avoir l'occasion de vous rencontrer, monsieur Scheffel, du moins virtuellement. Lors de mon prochain voyage au Canada, soyez assuré que je vais frapper à votre porte pour avoir une conversation en tête à tête. Merci.

Senator Burey: Thank you.

The Deputy Chair: That is a heads-up for you.

Senator Muggli: Mr. Scheffel, could you tell me how long seed certification typically takes? Is it fairly rapid so that producers can get that seed in the ground? Have you identified any key risks to seed resilience?

When you are testing new seed varieties, it is important to be able to have producers who can do that. Do you have concerns regarding the closure of the agriculture research centres in Saskatchewan?

Mr. Scheffel: Thank you. Yes.

In Canada, we have a national variety registration system for the major crop kinds that we grow in Canada. Once a new variety has been registered by CFIA, and that follows several years of widespread testing and evaluation of those varieties under Canadian conditions, it may take up to three or four years before that variety will get into the hands of farmers. First, you have breeder seed. The breeder has a small quantity, maybe 50 kilograms of seed to start with, then that seed has to be multiplied in order to produce the millions of kilograms that are necessary to plant the millions of acres that we have out there to grow a crop.

The breeder will distribute seed to a select seed grower. A select seed grower will produce a quantity of seed and sell it on to other seed growers and it takes about four, five years for the quantities to be sufficient for commercialization.

Senator Muggli: Are there any particular risks to seed resilience that you might be concerned about or also the cuts to the research centres?

Mr. Scheffel: I will speak to the facility closures first.

It is a particular concern for the seed sector as a whole. In particular, there is a facility at Indian Head that is proposed for closure. At the Indian Head facility, there is a unit called the seed increase unit, which is a specialized group of people with equipment and facilities and land where they are actually producing the breeder seed of the AAFC varieties that have been bred there.

The closure of the Indian Head facility could lead to problems with the management of the breeder's seed supply. If there are problems, if production is moved to another location, if they don't have the proper facilities, equipment and people to maintain the variety purity of that breeder seed, as it is beginning its journey to farmers' fields, you could end up with some contamination that could damage the quality of that product. In

La sénatrice Burey : Je vous remercie.

Le vice-président : Vous voilà prévenu.

La sénatrice Muggli : Monsieur Scheffel, pouvez-vous me dire qu'elle est la durée normale du processus de certification des semences? Est-ce que le délai est assez rapide pour permettre aux producteurs de mettre ces semences en terre? Avez-vous identifié des risques importants pour la résilience des semences?

Pour tester de nouvelles variétés de semences, il est important d'avoir des producteurs compétents en la matière. Est-ce que la fermeture des centres de recherche agricole en Saskatchewan vous inquiète?

M. Scheffel : Oui. Merci pour votre question.

Au Canada, nous disposons d'un système national d'enregistrement des variétés de nos principales cultures. Dès qu'une nouvelle variété est enregistrée par l'ACIA, au terme de plusieurs années d'essais et d'évaluations à grande échelle menés dans des conditions prévalant au Canada, il y a ensuite un délai de trois ou quatre ans avant que la variété en question se retrouve entre les mains des agriculteurs. Tout d'abord, il y a les semences de l'obteneur aussi appelé le sélectionneur. Celui-ci en dispose d'une petite quantité, peut-être 50 kilogrammes pour commencer, qu'il doit ensuite multiplier afin de produire les millions de kilogrammes nécessaires pour ensemercer les millions d'acres dont nous disposons pour produire une récolte.

L'obteneur distribue ensuite les semences à un producteur de semences sélectionné qui produira une certaine quantité de semences pour les vendre à d'autres producteurs. Il faut compter environ quatre ou cinq ans pour produire des quantités suffisantes de semences aux fins de commercialisation.

La sénatrice Muggli : Est-ce que des risques particuliers vous inquiètent au sujet de la résilience des semences ou au sujet des réductions budgétaires des centres de recherche?

M. Scheffel : Je vais commencer par parler des fermetures d'installations.

C'est une préoccupation pour l'ensemble du secteur des semences, surtout la fermeture éventuelle de la ferme expérimentale d'Indian Head. Cette installation abrite une unité de multiplication des semences, réunissant une équipe spécialisée disposant de l'équipement, des installations et des terres nécessaires pour produire les semences de diverses variétés mises au point par AAC.

La fermeture de la ferme expérimentale d'Indian Head pourrait entraîner des problèmes dans la gestion de l'approvisionnement en semences d'obteneur. En cas de problèmes, si jamais la production est transférée vers un centre qui ne dispose pas des installations, des équipements et du personnel nécessaires pour garantir la pureté variétale de ces semences au moment où elles commencent leur parcours vers les champs des agriculteurs, cela

fact, we've had incidents where that has happened, where a variety is not commercialized because of contamination that happened during the seed production phase of it.

Plant breeders are always looking to produce new and innovative farmers that work for farmers, manufacturers and the foreign markets. Resiliency is a large part of that. Finding new varieties that have the greatest drought tolerance, insect resistance or disease resistance, that kind of thing. It is a continual search. It is a continuous battle, to be honest, against pests that can destroy crops.

Senator Muggli: Thank you.

Senator McBean: First, I have a quick question for Mr. Schmitz.

What kind of partner is Canada compared to the other nations? Are we a leader? Are we a contributor? Are we a user?

Mr. Schmitz: Canada all over is, regardless of whether you are looking at crop trust specifically, and the support of the global gene bank system, or on international agricultural research, the CGIAR system, I would say Canada is a country with a very good middle. You are not a champion. You are not among those large donors. The largest donors of crop trust on an equal footing are Germany, Norway and the U.S. Even now under a changing political situation in the U.S., the U.S. Congress approved a continuation of the support of Crop Trust very well, knowing that this is in the interests of everybody.

With all of them having contributed roughly \$80 million, \$90 million over the years to the Crop Trust, Canada is \$9 million U.S. dollars, 10% out of that. Another \$9 million or \$10 million would really be a great signal in those difficult times for other key donors in the G7 and the G20 that there is an ongoing commitment to one of the most important global public goods we have on earth, one of the very foundations of food security. This is a long-term investment. There is not a quick win. It is long-term, but all the more important.

Senator McBean: *Danke.* What barriers do Canadian seed growers face bringing new and innovative seed varieties to the market? I imagine it costs money to develop a new seed. Then there are always those situations, kind of like Roundup, where it's connected to an herbicide treatment or something like that. What barriers do Canadian seed growers face?

pourrait provoquer une contamination susceptible de nuire à la qualité du produit. En fait, nous avons déjà connu des incidents du genre qui ont empêché la commercialisation d'une variété à cause d'une contamination survenue durant la phase de production des semences.

Les obtenteurs cherchent toujours à créer de nouvelles variétés innovantes qui répondent aux besoins des agriculteurs, des fabricants et des marchés étrangers. La résilience joue un rôle essentiel dans cette démarche. Il s'agit de trouver de nouvelles variétés offrant une tolérance maximale à la sécheresse, une résistance aux insectes ou aux maladies et d'autres caractéristiques importantes. C'est un travail sans fin. À vrai dire, c'est aussi une lutte interminable contre les ravageurs capables de détruire les cultures.

La sénatrice Muggli : Je vous remercie.

La sénatrice McBean : J'ai d'abord une brève question pour M. Schmitz.

Quel genre de partenaire le Canada est-il comparativement à d'autres pays? Un contributeur? Un utilisateur?

M. Schmitz : Je dirais que le Canada est un très bon partenaire intermédiaire, que ce soit pour le Crop Trust, en particulier, et pour son soutien au système mondial des banques génétiques ou au système du Groupe consultatif de la recherche agricole internationale, le GCRAI. Votre pays n'est pas un champion et ne fait pas partie des grands donateurs. Les principaux donateurs du Crop Trust sont, à égalité, l'Allemagne, la Norvège et les États-Unis. Même aujourd'hui, dans un contexte politique en évolution aux États-Unis, le Congrès américain a facilement approuvé le maintien du soutien au Crop Trust, sachant que cela est dans l'intérêt de tout le monde.

Ensemble, ces pays ont versé au fil des années entre 80 et 90 millions de dollars au Crop Trust. De cette somme, neuf millions de dollars américains, soit 10 %, proviennent du Canada. Une contribution supplémentaire de neuf ou dix millions de dollars serait vraiment un signal fort, en ces temps difficiles pour les autres donateurs importants du G7 et du G20, démontrant que le Canada maintient son engagement à l'égard d'un des biens publics mondiaux les plus importants dont nous disposons sur terre, voire l'un des piliers de la sécurité alimentaire. Il s'agit d'un investissement à long terme et non d'une solution rapide. C'est un engagement à long terme, mais il est d'autant plus important.

La sénatrice McBean : *Danke.* Quels obstacles les producteurs de semences canadiens doivent-ils surmonter pour mettre sur le marché des variétés de semences nouvelles et novatrices? J'imagine que la mise au point d'une nouvelle variété de semence a un coût. Il y a toujours des cas où cela est lié à un traitement herbicide ou autre chose du genre, comme nous l'avons vu avec le Roundup. Quels obstacles les producteurs de semences canadiens doivent-ils surmonter?

On the other side, if you can speak to it, does it make it more costly for the end user and the farmer?

Mr. Scheffel: It is an interesting question.

Seed growers themselves are not necessarily developing new varieties. They are receiving breeder seed or high-generation seed of new varieties from breeding institutions, like Agriculture and Agri-Food Canada, the Crop Development Centre at the University of Saskatchewan, breeder seed from the University of Guelph. Those are some of our major public sources of new and innovative varieties. Then there are the major multi-national companies involved in the canola, corn and the soybean area.

Within the seed sector, we have quite distinct subsectors. The canola value chain is one thing: the corn value chain is another, the soybean value chain is another. Genetics come from different places.

Cereals, small grains, pulses like chick peas, lentils, peas and beans are another area of interest.

Large multinational corporations are well invested in things like canola, corn and soybeans. They will contract with our members to produce the certified seed that those companies need to sell to their customers.

When it comes to things like cereals and pulses, a lot of the production of that, especially in Western Canada, is being done by seed growers, who are members of sort of almost seed grower co-op company types of things. There are SeCan, CANTERRA, and FP Genetics. These are companies that will license publicly developed varieties from crop development centres, from Ag Canada, from the University of Guelph, wherever.

Then our member growers will then produce that seed, multiply that seed up and then become local retailers in the area where they grow it as well.

There are different types of economic models, if you like, for the different types of crop kinds that are out there.

Senator McBean: Thank you.

The Deputy Chair: Colleagues, once again, I want to thank our witnesses for taking the time to be with us today and for so effectively answering our questions.

I also want to thank our clerk, Library of Parliament analysts, the interpreters, the audiovisual staff and everyone who is involved with making this a live presentation. That concludes our meeting.

Par ailleurs, pouvez-vous aussi nous dire si cela fait grimper les prix exigés de l'utilisateur final et de l'agriculteur?

M. Scheffel : C'est une question intéressante.

Les producteurs de semences ne créent pas nécessairement de nouvelles variétés. Ils reçoivent des semences d'obtenteur ou des semences de haute génération de nouvelles variétés créées par des établissements phytogénétiques, notamment par Agriculture et Agroalimentaire Canada, le Crop Development Centre de l'Université de la Saskatchewan, ainsi que des obtenteurs de semences de l'Université de Guelph. Ce sont là quelques-unes de nos principales sources publiques de variétés nouvelles et novatrices. De plus, les grandes sociétés multinationales sont également engagées dans les secteurs du canola, du maïs et du soya.

Le secteur des semences se divise en plusieurs sous-secteurs distincts. La chaîne de valeur du canola en est un, celle du maïs en est un autre et celle du soya également. Le matériel génétique provient de différentes sources.

Les céréales, les petits grains céréaliers, les légumineuses comme les pois chiches, les lentilles, les pois et les haricots sont un autre domaine d'intérêt.

Les grandes sociétés multinationales sont très investies dans des secteurs comme le canola, le maïs et le soya. Elles vont passer des contrats avec nos membres pour la production de semences certifiées dont elles ont besoin pour vendre à leurs clients.

Quant aux céréales et aux légumineuses, une grande partie de la production, surtout dans l'Ouest canadien, est effectuée par des producteurs de semences, qui sont membres d'une coopérative comme SeCan, CANTERRA et FP Genetics. Ce sont ces entreprises qui octroient des permis pour des variétés mises au point par le secteur public dans diverses installations de développement des cultures, à AgCanada, à l'Université de Guelph et ailleurs.

Nos producteurs membres produiront ensuite ces semences, les multiplieront et deviendront des détaillants locaux dans la région où ils les cultivent.

Il existe différents types de modèles économiques pour les différents types de cultures produites.

La sénatrice McBean : Merci.

Le vice-président : Chers collègues, je remercie à nouveau nos témoins d'avoir pris le temps de venir nous rencontrer aujourd'hui et d'avoir répondu si efficacement à nos questions.

Je tiens également à remercier notre greffière, les analystes de la Bibliothèque du Parlement, les interprètes, le personnel de l'audiovisuel et tous ceux et celles qui ont participé à cette présentation en direct. Cela met fin à notre réunion.

(The committee adjourned.)

(La séance est levée.)
